Niveau(x) d'enseignement: 4 Numéro EDUQ : 9470173
Centre d'intérêt: 776

Boucher, Jacques.

Le champ de l'administration et du commerce : l'emploi, la formation et la transition école-travail / par Jacques Boucher et Jean-Claude Roy. -- [Québec] : Direction des études sur l'emploi et les carrières, 1990.
iii, 81 p. : ill. ; 28 cm. -- (Etudes et analyses / Ministère de l'éducation du Québec, Direction générale de la recherche et du développement)

Code: 28-2507; 9091-152; 28-1972; 8788-1144. Bibliogr.: p. 79-81.

ISBN 2-550-15316-2

Vedette(s)-secondaire(s): Roy, Jean-Claude * Québec (Province). Direction des études sur l'emploi et les carrières * Québec (Province). Ministère de l'éducation. Direction générale de la recherche et du développement

---

Descripteur(s): Administration * Commerce * Enquête sur les finissants * Emploi * Marché du travail * Main-d'oeuvre * Diplômé * Placement * Adéquation études-emploi * Formation professionnelle * Statistiques * Secondaire (Ordre d'enseignement) * Collégial (Ordre d'enseignement)

Analyse de la situation du champ de l'administration et du commerce et de l'intégration des diplômés du secondaire et du collégial au marché du travail. Le premier chapitre définit le champ et décrit son évolution sur le plan économique. Le second traite de l'état du marché du travail au moyen de données quantitatives et qualitatives pour chacun des secteurs couverts par ce champ. Le troisième chapitre analyse, pour chacun des programmes, le sort réservé aux diplômés en ce qui a trait au placement et à la correspondance entre la formation et l'emploi occupé. Il présente également les secteurs qui sont les principaux employeurs des diplômés de cette formation.

Type de document:

Recherche et développement

ÉTUDES ET ANALYSES

Éducation Éducation Éducation Éducation Éducation Éducation Éducation Éducation Éducation Éducation Éducation Éducation

Québec

La Collection "Études et Analyses"

Responsable de la recherche institutionnelle, et chargée de proposer des orientations pour le développement du système éducatif et des services qu'il offre, la Direction générale de la recherche et du développement diffuse annuellement quantité de textes destinés à des publics variés.

Afin de permettre une meilleure identification de ses productions et de leur portée, la Direction générale utilise trois collections:

- **Notes et Documents**
- **Etudes et Analyses**
- **Statistiques**

La présente collection "Études et Analyses" regroupe les résultats des travaux de la Direction générale qui s'appuient sur une démarche de recherche et respectent les exigences d'une analyse rigoureuse et systématique.

94-70173

CUISEP: 823-000.CS

28-2507

LE CHAMP DE L'ADMINISTRATION ET DU COMMERCE

L'emploi, la formation et la transition école-travail

Par
Jacques Boucher
et
Jean-Claude Roy

Direction des études sur
l'emploi et les carrières

Mai 1990

© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation, 1990 — 9091-152

ISBN: 2-550-15316-2

Dépôt légal — deuxième trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec

AVANT-PROPOS

Le présent document s'inscrit dans une série de rapports d'analyse portant sur certains secteurs clés de l'activité économique. L'objectif visé par ces travaux est de regrouper un ensemble de données économiques et réglementaires concernant l'exercice de métiers et de professions dans les secteurs à l'étude et de mettre ces données en relation avec les activités de formation pertinentes offertes par le système éducatif. Ces études sont destinées à favoriser, à moyen et à long terme, la meilleure cohérence possible entre l'école et le marché du travail.

Bien qu'ils soient d'abord conçus à l'intention de ceux qui travaillent à la planification des contenus et des aménagements de la formation professionnelle, les documents de cette série pourront également être utiles à tous ceux qui s'intéressent aux questions reliées à la transition entre l'école et le marché du travail.

Dans cette série, nous parlons abondamment des régions administratives scolaires du Québec. Le lecteur trouvera en annexe la délimitation et la dénomination de chacune de ces régions.

Dans le présent document, le masculin est utilisé sans aucune discrimination et essentiellement dans le but d'alléger le texte.

Nous recevrons avec intérêt tout commentaire concernant le contenu et la structure de ce rapport.

Déjà parus dans la même collection:

-<u>Le secteur de la construction</u>
Novembre 1987

-<u>Le secteur de la santé et des services sociaux</u>
Mai 1988

-<u>Le secteur des mines, carrières et combustibles minéraux</u>
Juillet 1988

-<u>Le secteur des services à la communauté et des services personnels</u>
Avril 1989

-<u>Le secteur des transports</u>
Juin 1989

-<u>Le secteur de l'agro-alimentaire</u>
Septembre 1989

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

CHAPITRE 1 Définition du champ et évolution de l'activité économique 1

1.1 Définition du champ 1
1.1.1 Le secteur du commerce 2
1.1.1.1 Le sous-secteur du commerce de gros 2
1.1.1.2 Le sous-secteur du commerce de détail 3
1.1.2 Le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières 3
1.1.2.1 Le sous-secteur des finances 3
1.1.2.2 Le sous-secteur des assurances 3
1.1.2.3 Le sous-secteur des affaires immobilières 4
1.1.3 Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels 4
1.1.3.1 Le sous-secteur des services fournis aux entreprises 4
1.1.3.2 Le sous-secteur de l'enseignement et des services annexes 5
1.1.4 Le secteur des administrations publiques au Québec 5

1.2 Evolution récente de l'activité économique des secteurs industriels où se retrouvent les diplômés du champ de l'administration et du commerce 6

1.2.1 Le secteur du commerce 7
1.2.1.1 Le sous-secteur du commerce de gros 8
1.2.1.2 Le sous-secteur du commerce de détail 8
1.2.2 Le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières 9
1.2.2.1 Le sous-secteur des finances 9
1.2.2.2 Le sous-secteur des assurances 11
1.2.2.3 Le sous-secteur des affaires immobilières 12
1.2.3 Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels 13
1.2.3.1 Le sous-secteur de l'enseignement et des services annexes 14
1.2.3.2 Le sous-secteur des services fournis aux entreprises 15
1.2.4 Le secteur des administrations publiques au Québec 15
1.2.4.1 Le sous-secteur de l'administration fédérale au Québec 16
1.2.4.2 Le sous-secteur de l'administration québécoise 16
1.2.4 3 Le sous-secteur des administrations locales 17

CHAPITRE 2 Le marché québécois du travail 19

2.1 Evolution récente du marché du travail 19
2.1.1 Le secteur du commerce 25
2.1.1.1 Le sous-secteur du commerce de gros 26
2.1.1.2 Le sous-secteur du commerce de détail 27
2.1.3 Le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières 28
2.1.2.1 Le sous-secteur des finances 29
2.1.2.2 Le sous-secteur des assurances 29
2.1.2.3 Les agences d'assurances et les affaires immobilières 30
2.1.3 Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels 31
2.1.3.1 Le sous-secteur de l'enseignement et des services annexes 31
2.1.3.2 Le sous-secteur des services fournis aux entreprises 33
2.1.4 Le secteur de l'administration publique au Québec et de la défense 35
2.1.4.1 Le sous-secteur de l'administration fédérale au Québec 36
2.1.4.2 Le sous-secteur de l'administration québécoise 36
2.1.4.3 Le sous-secteur des administrations locales 37

2.2 La qualité des emplois 39

CHAPITRE 3 Les services de formation et l'insertion dans le marché du travail 43

3.1 La situation des diplômés des programmes de l'enseignement secondaire professionnel donnant accès au champ de de l'administration et du commerce 45
3.2 Les effets de la répartition régionale des options sur le taux de placement moyen, dix mois après la fin des études, en emploi à temps plein relié à la formation (enseignement secondaire) 50
3.3 Les activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés en administration et commerce de l'enseignement secondaire professionnel 55
3.4 La situation des diplômés des programmes de l'enseignement collégial professionnel donnant accès au champ de l'administration et du commerce 59
3.5 Les effets de la répartition régionale des options sur le taux moyen de placement, dix mois après la fin des études, en emploi à temps plein à la formation (enseignement collégial) 64
3.6 Les activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés en techniques administratives et commerciales de l'enseignement collégial professionnel 69

TABLEAUX

Tableau	1.1	Part de marché au Québec: institutions de dépôts	10
Tableau	2.1	Pourcentage d'emplois de chaque groupe de professions du champ analysé par rapport à tous les emplois de ce groupe occupationnel dans l'économie québécoise	19
Tableau	2.2	Evolution de l'emploi du champ analysé	25
Tableau	2.3	Evolution de l'emploi dans le secteur du commerce	25
Tableau	2.4	Evolution de l'emploi dans le commerce de gros	26
Tableau	2.5	Evolution de l'emploi dans le commerce de détail	27
Tableau	2.6	Evolution de l'emploi dans le secteur des finances, assurances et affaires immobilières	28
Tableau	2.7	Emploi: le sous-secteur des finances	29
Tableau	2.8	Emploi: le sous-secteur des assurances	30
Tableau	2.9	Emploi: le sous-secteur des affaires immobilières	30
Tableau	2.10	Emploi: le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels	31
Tableau	2.11	Emploi: le sous-secteur de l'enseignement et des services annexes	32
Tableau	2.12	Population active expérimentée: le sous-secteur des services fournis aux entreprises	34
Tableau	2.13	Emploi: le sous-secteur des services fournis aux entreprises	35
Tableau	2.14	Emploi: le secteur des administrations publiques au Québec et de la défense	35
Tableau	2.15	Emploi: le sous-secteur de l'administration fédérale au Québec	36
Tableau	2.16	Emploi: le sous-secteur de l'administration québécoise	37
Tableau	2.17	Emploi: le sous-secteur des administrations locales	38
Tableau	2.18	Nature du travail selon la durée et la permanence	39
Tableau	3.1	Enseignement secondaire professionnel: diplômés 1985-1986-1987-1988	47
Tableau	3.2	Enseignement secondaire: incidence de la répartition régionale des programmes sur le taux de placement moyen, en emploi relié à la formation, 1985-1988	51
Tableau	3.3	Enseignement secondaire professionnel: diplômés 1985-1986-1987-1988, activités des entreprises ayant embauché des diplômés par ordre décroissant d'importance	56
Tableau	3.4	Enseignement collégial professionnel: diplômés 1985-1986-1987-1988	61
Tableau	3.5	Enseignement collégial: incidence de la répartition régionale des options sur le taux de placement moyen, en emploi relié à la formation, 1985-1988	65
Tableau	3.6	Enseignement collégial professionnel: diplômés 1985-1986-1987-1988, activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés, par ordre décroissant d'importance	70

GRAPHIQUES

Graphique	1.1	Organigramme du champ de l'administration et du commerce	1
Graphique	1.2	L'apport au PIB québécois et la croissance	6
Graphique	2.1	Pourcentage de l'emploi du champ de l'administration et du commerce dans les secteurs du champ analysé	21
Graphique	2.1A	Pourcentage de l'emploi total dans les sous-secteurs par rapport au champ analysé	22
Graphique	2.2	Pourcentage de l'emploi total au Québec et croissance de 1981 à 1989 du champ étudié	24

ANNEXES

Annexe	1	Le produit intérieur brut du Québec au coût des facteurs	75
Annexe	2	Régions administratives scolaires	76
Annexe	3	Définition des codes professionnels CCDP à 4 chiffres	77

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie 79

INTRODUCTION

Le <u>champ de l'administration et du commerce</u> groupe de nombreuses activités professionnelles qui s'intègrent pratiquement à tous les secteurs industriels du Québec, selon des modalités très variables quant à leur portée.

Quatre secteurs revêtent toutefois une importance particulière puisqu'on y retrouve plus de 80 p. cent des emplois qui correspondent aux cours de formation donnés au secondaire et au collégial en administration et commerce.

Ces secteurs sont:

- commerce
- finances, assurances et affaires immobilières
- services
- administration publique.

La présente étude porte donc sur ces quatre secteurs, car la situation qui y prévaut est sensiblement la même que celle rencontrée dans la majorité des autres secteurs.

Au chapitre 1, nous procédons à la description et à l'analyse de ce champ de même qu'à son évolution sur le plan économique.

La chapitre 2 traite de l'état du marché du travail au moyen de données quantitatives et qualitatives pour chacun des quatre secteurs couverts par ce champ.

Enfin, au chapitre 3, nous analysons, pour chacun des programmes de formation professionnelle du secondaire et du collégial, le sort réservé aux diplômés en ce qui a trait au placement et à la correspondance entre la formation et l'emploi occupé. Nous étudions également l'incidence de la répartition régionale des options sur le taux de placement en emploi relié à la formation. De plus, nous présentons, pour chacun des programmes de formation touchés par cette étude, les secteurs qui sont les principaux employeurs des diplômés.

La conclusion fait état de nos principales observations, notamment en ce qui a trait à l'évaluation du rendement de chacun des programmes de formation dans le cadre de la transition entre l'école et le marché du travail.

CHAPITRE 1

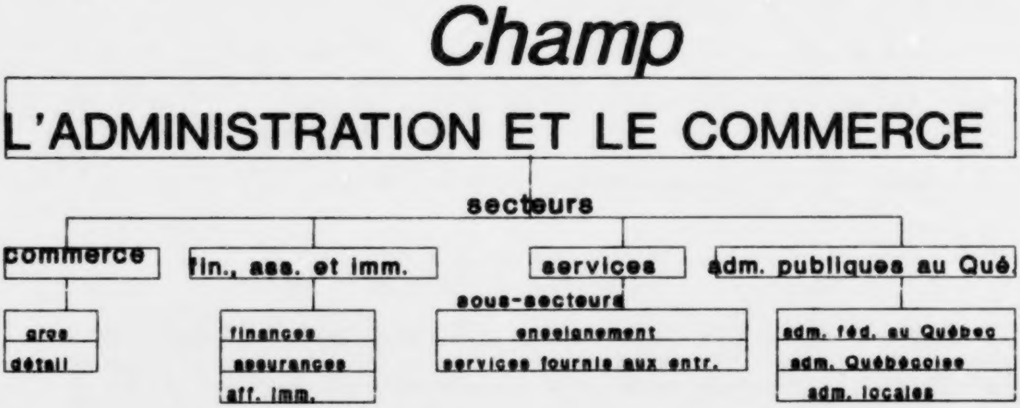
Définition du champ et évolution de l'activité économique:

1.1 Définition du champ:

Le champ de l'administration et du commerce est un champ vague puisqu'il ne correspond à aucun des secteurs ou sous-secteurs de la classification des activités économiques du Québec.

Pour les fins de notre analyse, on définira donc comme CHAMP le regroupement de quatre secteurs de la classification des activités industrielles du Québec, soient: le commerce; les finances, assurances et affaires immobilières; les services; et les administrations publiques au Québec. On peut s'en faire une idée en visualisant le graphique 1.1.

Graphique 1.1



C'est dans le champ de l'administration et du commerce qu'il se forme le plus élèves. Ce champ compte près de 1/4 des diplômés du secondaire et environ les 2/5 des diplômés du collégial. Autrement dit, les diplômés de ce champ comptent pour 1/3 de tous les diplômés des écoles secondaires et des établissements d'enseignement collégial, d'où l'importance de bien cerner l'évolution des secteurs industriels pourvoyeurs d'emplois pour les diplômés de ce champ.

Le champ que nous analysons fournit non seulement plus de 80 p. cent des emplois qui correspondent au champ de l'administration et du commerce, mais générait également en 1988, 58,3 p. cent de la production intérieure brute du Québec, au coût des facteurs. De plus, il contribuait à 59,5 p. cent de la rémunération totale des salariés et fournissait 62,7 p. cent des emplois.

L'écart entre le pourcentage plus élevé du nombre d'emplois et celui de la rémunération salariale laisse présupposer que ce champ créateur d'emplois, fournit des débouchés globalement moins rémunérateurs que d'autres secteurs de l'économie québécoise.

1.1.1 Le secteur du commerce

Le secteur du commerce se divise en deux sous-secteurs, soit le commerce de gros et le commerce de détail.

Le commerce englobe 18 p. cent de l'ensemble des emplois au Québec, et 28 p. cent des emplois du CHAMP que nous analysons, soit 539 000 emplois sur 1 918 000 et 1/3 de l'ensemble des emplois qui correspondent (*) au champ de l'administration et du commerce dans l'économie québécoise.

Le commerce de détail fournit la majorité des emplois.

1.1.1.1 Le sous-secteur du commerce de gros

Le commerce de gros se fait par les grossistes qui ont pour activité principale l'achat de marchandises en vue de leur revente à des détaillants, à des industries, à des commerçants, à des institutions, à des professionnels, à d'autres grossistes, aux agriculteurs, et également en vue des exportations.

LA DISTINCTION ENTRE LE COMMERCE DE GROS ET LE COMMERCE DE DÉTAIL SE BASE SUR LA CATÉGORIE DE CLIENTS.

Dans le commerce de gros, les principaux employeurs sont ceux de la machinerie et du matériel, des quincailleries, des aliments et boissons, et des articles divers.

---

* Les codes professionnels CCDP à quatre chiffres (groupes de base) qui correspondent au champ de l'administration et du commerce sont définis dans l'annexe 3. S'y référer pour identifier les groupes de base dont on parle tout au long du texte.

1.1.1.2 Le sous-secteur du commerce de détail

Le commerce de détail se définit comme la vente de produits à des ménages ou à des particuliers pour leur usage personnel.

La gamme des activités, tant du commerce de détail que du commerce de gros englobe presque tous les produits qui sont vendus. On évitera donc de les énumérer puisque le manuel de classification des activités économiques du Québec compte plus de 79 pages pour décrire les activités qui font l'objet d'une vente de gros ou d'une vente au détail.

1.1.2 Le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières

Le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières se subdivise en trois sous-secteurs.

Le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières contribue à 5,7 p. cent de tous les emplois du Québec et à 9,0 p. cent des emplois du champ, soit 172 000 emplois.

Même s'il ne fournit que 5,7 p. cent de l'emploi total au Québec, il n'en demeure pas moins que ce secteur contribue à 15 p. cent des emplois de l'ensemble de l'économie québécoise, qui correspondent aux groupes de base ou aux occupations que l'on retrouve dans le champ de l'administration et du commerce.

L'industrie des finances, des assurances et des affaires immobilières est dominée par le secteur des finances. Les agences d'assurances et d'affaires immobilières se classent au deuxième rang des employeurs en importance. Les compagnies d'assurances emploient moins de personnes.

1.1.2.1 Le sous-secteur des finances

Le sous-secteur des finances regroupe les intermédiaires financiers de dépôts dont l'activité principale est de recevoir des dépôts qui sont utilisés pour financer leurs activités d'intermédiaires financiers, et parmi lesquelles on retrouve les banques, les sociétés de fiducie et les caisses d'épargne et de crédit.

Ce sous-secteur comprend aussi les sociétés de crédit à la consommation et de financement des entreprises (ex.: cartes de crédit), les sociétés d'investissement qui placent les fonds de leurs actionnaires et les autres intermédiaires financiers (caisses de retraite en fiducie, fonds de succession).

1.1.2.2 Le sous-secteur des assurances

Le sous-secteur des compagnies d'assurances a comme activité principale

l'émission des contrats d'assurance de tous genres.

Ce sous-secteur est constitué des sociétés d'assurance-vie, des sociétés d'assurance-dépôts, des sociétés d'assurance biens et risques divers (assurance santé, accidents, maladie, feu et vol, automobile, responsabilité civile, agricole, maritime, Régie des rentes, CSST, Régie de l'assurance automobile, etc.).

1.1.2.3 Le sous-secteur des affaires immobilières

Le sous-secteur des affaires immobilières a comme composantes les services immobiliers et les agences d'assurances, autrement dit les personnes qui jouent le rôle de vendeurs dans le domaine de l'assurance et des pensions à titre d'agents ou de courtiers indépendants et celles qui s'occupent d'affaires immobilières telles la vente et l'achat pour un tiers, qui gèrent et évaluent pour le compte d'un tiers.

Les services immobiliers font référence aux propriétaires et aux bailleurs de biens immobiliers mais excluent les lotisseurs.

1.1.3 Le secteur des services socioculturels, commerciaux, et personnels

Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels se compose d'une foule de sous-secteurs: les services fournis aux entreprises, la santé et les services sociaux, l'enseignement, les divertissements et loisirs, l'hébergement et la restauration, les services personnels, les services divers, et les organisations culturelles.

Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels fournit 999 00 emplois, soit 33 p. cent de l'ensemble des emplois au Québec en 1989, et 52,1 p. cent des emplois du champ.

Ce secteur fournit 20,1 p. cent des emplois de l'ensemble de l'économie québécoise qui correspondent aux groupes de bases ou aux professions que l'on retrouve dans le champ de l'administration et du commerce.

1.1.3.1 Le sous-secteur des services fournis aux entreprises

Ce sous-secteur est constitué des bureaux de placement et des services de location de personnel, des services informatiques, des services de sécurité et d'enquêtes, des bureaux de comptabilité, des services de publicité, des bureaux d'architectes, des bureaux d'études et de services scientifiques, des études d'avocat et de notaire, des bureaux de conseillers en gestion et en organisation, et des services divers fournis aux entreprises.

Ce sous-secteur représente 14,2 p. cent des emplois du secteur, soit 142 000 emplois en 1989.

1.1.3.2 Le sous-secteur de l'enseignement et des services annexes

Le sous-secteur de l'enseignement s'étend des jardins d'enfants à l'université. Ce sous-secteur représente 19,1 p. cent des emplois du secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels au Québec, soit 191 000 emplois.

1.1.4 Le secteur des administrations publiques au Québec

Le secteur des administrations publiques au Québec est constitué des sous-secteurs de l'administration fédérale au Québec, de l'administration québécoise, et des administrations locales qui fournissent des emplois dans des proportions presque identiques et des organisations internationales qui sont peu créatrices d'emplois.

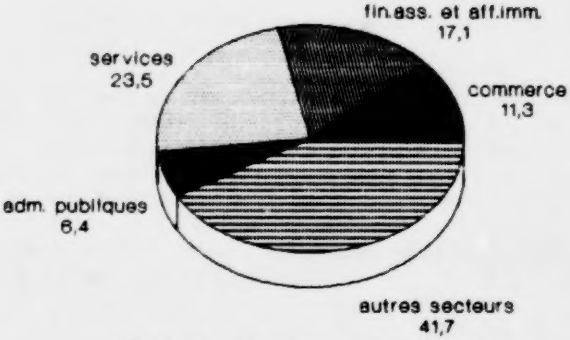
Le secteur des administrations publiques génère 208 000 emplois en 1989, soit 6,9 p. cent de tous les emplois du Québec, ou 10,8 p. cent des emplois du champ.

Ce secteur fournit 8,7 p. cent des emplois de l'ensemble de l'économie québécoise qui correspondent aux groupes ou aux professions que l'on retrouve dans le champ de l'administration et du commerce.

1.2 Evolution récente de l'activité économique des secteurs industriels où se retrouvent les diplômés du champ de l'administration et du commerce.

Dans le graphique 1.2 et à l'annexe 1, on dispose de données qui nous permettent de voir comment évolue la production intérieure brute du Québec (PIB) au coût des facteurs, et de comparer l'apport des quatre secteurs industriels que nous analysons avec celui de l'ensemble des secteurs.

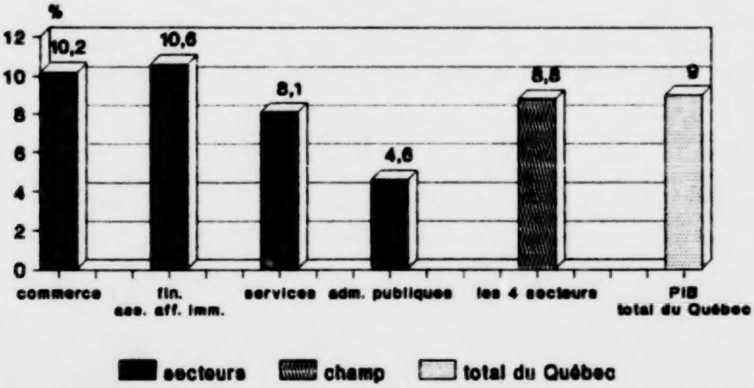
Graphique 1.2
L'administration et le commerce
Apport en % au PIB Québécois: 1988



PIB du Québec en 1988

champ= les 4 secteurs ci-haut regroupés

L'administration et le commerce
Produit intérieur brut du Québec



croissance en %: 1984-1988
champ= les 4 secteurs ci-haut regroupés

Le champ que nous analysons contribue au PIB québécois dans une proportion de 58,3 p. cent et dans une proportion quasi identique à la rémunération globale des salariés. Au cours des dernières années, on observe que la croissance annuelle moyenne de la contribution du champ analysé à la production intérieure brute du Québec est plus faible que celle de l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise. Il en va autrement de la croissance de la rémunération qui va plus vite que celle de l'ensemble des secteurs industriels du Québec. La demande sur le marché du travail a elle aussi tendance à augmenter plus vite que celle de l'ensemble des secteurs industriels du Québec. D'ailleurs, elle contribue à un pourcentage plus élevé de l'emploi total du Québec que la production et la rémunération. Ce constat signifie que le champ analysé est générateur d'emplois, qu'il fournit des salaires plus bas, et qu'il contribue à l'économie dans une proportion moins grande que sa prépondérance relative aux emplois, comme en témoignent les gaphiques 1.2 et 2.2.

1.2.1 Le secteur du commerce

Le secteur du commerce est l'un des secteurs qui affichent de bons résultats depuis 1984. Cependant, ce secteur a connu un ralentissement en 1988, suivi en 1989, par une forte création d'emplois. Le lecteur avisé constatera que, depuis 1984, la contribution du secteur du commerce à la production intérieure brute du Québec enregistre un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 10,2 p. cent comparativement à 9,0 p. cent pour l'ensemble de l'économie et à 8,8 p. cent pour le champ que nous analysons.

La contribution de ce secteur à la production intérieure brute du Québec dépasse les 14 milliards de dollars , soit 11,3 p. cent de la production intérieure totale du Québec, n'étant surpassée que par les services socioculturels, commerciaux et personnels; les finances, les assurances et les services immobiliers; et le secteur manufacturier.

Cette contribution au PIB québécois a tendance à s'accroître constamment bien qu'en 1988 la contribution du secteur du commerce ait eu tendance à stagner. Cet essoufflement s'est traduit par un taux de croissance de la production du secteur du commerce du Québec, inférieur à celui de 1987.

La rémunération des salariés de ce secteur est importante puisqu'elle s'élève à 10,7 milliards de dollars, soit 13,6 p. cent de la rémunération totale au Québec et une croissance supérieure à celle de l'ensemble des industries québécoises. La croissance annuelle moyenne de la rémunération de ce secteur, depuis 1984, s'élève à 9,7 p. cent. Ce rythme est supérieur à celui de l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise, qui est de 7,9 p. cent, et supérieur même à celui du champ analysé, qui est de 8,0 p. cent.

Mais là s'arrêtent les bonnes nouvelles, car on décèle parmi les indices de l'évolution du secteur du commerce peu de signes encourageants. Ainsi, le revenu personnel disponible du Québec, soit le revenu dont chaque citoyen dispose une fois ses impôts directs et autres transferts aux administrations publiques payés, pour acheter des biens et services, s'est accru de 6,7 p. cent en 1988, une hausse plus faible qu'en 1987.

D'ailleurs, en termes réels, le revenu personnel disponible ne croît presque plus.

L'essoufflement se manifeste par un ralentissement des ventes au détail en 1988 et la stagnation de l'emploi.

Les immobilisations, qui totalisent 545,1 millions de dollars, ont également connu un ralentissement, la hausse de 7,7 p. cent en 1988 étant moindre que celles que le Québec a connues en 1986 et en 1987.

D'ailleurs, on constate que depuis un certain temps les Québécois financent leurs dépenses en grugeant dans leur épargne et en s'endettant. Ainsi, d'un niveau record de 18,7 p. cent du revenu personnel disponible en 1982, le taux d'épargne n'a cessé de décroître pour atteindre le ratio le plus faible depuis les années soixante, soit 6,2 p. cent.

Le crédit à la consommation et l'endettement des ménages sont passés de 33 p. cent du revenu disponible en 1982 à 54 p. cent en 1988, propulsés par les prêts hypothécaires résidentiels.

Le seul indice favorable, est l'indice des prix à la consommation à Montréal, qui évolue à la baisse depuis 1986 avec des taux de 4,9 p. cent en 1986, de 4,5 p. cent en 1987, et de 3,8 p. cent en 1988. Les dernières données nous apprennent cependant qu'en 1989 l'inflation est repartie à la hausse dépassant tous les taux observés depuis 1986.

Malgré cette phase de ralentissement apparue en 1988, la récession imminente et l'inflation qui reprend, le secteur du commerce est un secteur qui, à long terme sera toujours effervescent.

1.2.1.1 Le sous-secteur du commerce de gros

Ce sous-secteur, contrairement au commerce de détail, connait une progression importante de ses ventes en 1988 de l'ordre de 11,3 p. cent, une progression en hausse depuis 1986, soit la plus forte progression que le Québec ait connue depuis 1985 dans ce sous-secteur.

Dans les faits, depuis 1984 la croissance annuelle moyenne de la contribution du commerce de gros au PIB québécois est de l'ordre de 10,5 p. cent, une croissance nettement plus rapide que celle du PIB et que celle du champ, et supérieure à celle du commerce de détail.

Dans le sous-secteur du commerce de gros, on peut affirmer que les choses vont bien, mieux que dans le commerce de détail. Depuis 1984, çette situation se reflète dans le niveau d'emplois, et plus particulièrement en 1989.

1.2.1.2 Le sous-secteur du commerce de détail

Le commerce de détail est aussi un sous-secteur qui va bien, mais qui a connu un certain ralentissement au cours des dernières années, ce qui ne

l'empêche cependant pas de fournir une meilleure performance que l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise. Ce sous-secteur prend graduellement de l'importance par rapport à l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise.

La croissance annuelle moyenne observée depuis 1984, soit 10,0 p. cent est plus forte que celle de l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise, supérieure à celle du champ que nous analysons, mais inférieure à celle du commerce de gros.

Les ventes, 41,6 milliards de dollars, affichent la croissance la plus faible depuis 1984, soit 7,1 p. cent, confirmant ainsi le ralentissement observé au Québec.

La baisse des mises en chantier, le renouvellement récent du parc automobile, la politique monétaire restrictive avec ses taux d'intérêt réels records, l'endettement du consommateur et la stabilité des revenus sont autant de facteurs pouvant expliquer le ralentissement momentané des ventes au détail. Le marché du travail en subit les contrecoups, le commerce de détail étant devenu, depuis 1984, moins bien performant que l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise.

1.2.2 Le secteur des finances, des assurances, et des affaires immobilières

Ce secteur est l'un des plus dynamiques de l'économie québécoise avec une contribution au PIB de 21,7 milliards de dollars, soit 17,1 p. cent du PIB québécois. C'est un secteur qui devient de plus en plus important pour l'économie québécoise.

La croissance annuelle moyenne de la contribution de ce secteur au PIB est plus élevée que celle de l'ensemble des industries, la plus élevée parmi les secteurs industriels qui composent le champ que nous analysons, soit 10,6 p. cent. En 1988, cette croissance a été de 12,3 p. cent, la plus élevée depuis 1984.

De plus, ce secteur générait en 1987, 1/3 des bénéfices réalisés par l'ensemble des industries québécoises, soit 7,8 milliards de dollars.

Sauf les courtiers en valeurs mobilières, affectés par le krach boursier d'octobre 1987, on peut dire que les institutions financières, les assurances et les affaires immobilières ont bénéficié d'une conjoncture favorable en 1988.

Les bonnes performances de ce secteur se reflètent aussi dans le marché du travail, mais ce ne sont pas tous les sous-secteurs qui concourent à sa forte performance.

1.2.2.1 Le sous-secteur des finances

La situation dans les institutions financières est moins bonne qu'en 1987 mais elles n'en affichent pas moins une forte croissance annuelle

moyenne des dépôts, soit 10,4 p. cent, et des prêts, soit plus de 16,6 p. cent.

Malgré une progression intéressante des marchés dans lesquels elles sont engagées, les institutions financières du Québec font piètre figure sur le marché du travail, ce qui ressort depuis le début de la décennie. La création d'emplois dans ce sous-secteur est plutôt anémique.

Au Québec, les banques à charte dominent le marché des dépôts, avec 46,4 p. cent de ce marché de 87 milliards de dollars, l'un des indicateurs de l'évolution de l'activité économique dans ce sous-secteur. Les caisses d'épargne et de crédit, avec 36,3 p. cent des dépôts, gagnent tranquillement ce marché, qui, malgré un rythme de croissance élevé, a connu, en 1987, un ralentissement. Avec seulement 15,7 p. cent des dépôts, les sociétés de fiducie affichent une progession encore plus rapide mais dans un marché restreint.

En 1987-1988, on observe également un ralentissement du taux de croissance de tous les types de prêts: hypothécaires, aux particuliers, aux agriculteurs et aux entreprises . Les banques à charte détiennent plus de la moitié du marché des 83 milliards de dollars de prêts, augmentant leur part de ce marché qui maintient une croissance élevée malgré le ralentissement dont il fait l'objet.

tableau 1.1 Part de marché au Québec: institutions de dépôts

	(milliards de dollars) dépôts		prêts	
	1984	1988	1984	1988
sociétés de fiducie	7,3	13,7	4,2	10,2
caisses d'épargne et de crédit	18,4	31,5	15,0	28,9
banques à charte	28,6	40,3	23,3	42,3
total (plus celles exclues)	58,4	86,9	44,6	82,5

a) Les sociétés d'épargne

L'actif des sociétés d'épargne autorisées à opérer au Québec est de 114,8 milliards de dollars au 31 décembre 1988 dont les 3/4 sont détenus par 7 sociétés affiliées à des banques.

L'actif des banques canadiennes au Québec se chiffre à 63 milliards de dollars et celui des caisses populaires à 34,2 milliards de dollars. Au total, 30 000 personnes travaillent dans les banques et 27 000 dans les caisses. L'actif des banques et des caisses totalise seulement 18 p. cent du total canadien.

b) Les sociétés de fiducie

L'actif des sociétés de fiducie du Québec se chiffre à 14,6 milliards de

dollars. Les prêts hypothécaires, 2/3 de l'actif, enregistrent en 1988 le plus faible taux de croissance depuis 1984. Les revenus et les dépenses croissent moins rapidement en 1987-1988.

Chez les courtiers en valeurs mobilières la situation est moins rose. Le krach d'octobre 1987 a affecté lourdement les activités avec une chute de 40 p. cent du volume d'actions négociées. Les nouvelles émissions d'actions se sont raréfiées, les maisons de courtage essuyant des pertes importantes en 1988. Certaines firmes ont même réduit leur personnel de 15 p.cent et d'autres ont fermé leurs portes.

Le krach a eu des effets néfastes pour le régime d'épargne-actions, l'intérêt se dissipant si bien que peu de compagnies ont émis des actions en 1988. Le marché boursier vit une crise de rationalisation, de fusions et d'acquisitions.

Pour le marché du travail, le décloisonnement et le processus de rationalisation n'est pas encourageant. C'est plutôt un indice que le marché du travail sera davantage sélectif, et qu'il faudra recevoir une formation dans la perspective de ventes de produits multiples alors que les personnes qui travaillent dans ces disciplines se concentrent jusqu'à ce jour sur la vente d'un produit particulier.

1.2.2.2 Le sous-secteur des assurances

Le sous-secteur des assurances se compose de l'assurance-vie (vie et maladie), l'activité la plus importante, et de l'assurance générale (incendie, accidents, tous risques).

Ce sous-secteur est très réglementé. Les compagnies d'assurance continuent d'émettre des polices d'assurance mais redéfinissent et élargissent leurs domaines d'activité depuis quelques années. L'informatique envahit ces activités dont les tâches répétitives des bureaux centraux se prêtent bien à l'informatisation. Ce sous-secteur prépare en général des tableaux actuariels très complexes que l'ordinateur peut grandement simplifier. C'est pourquoi il a été l'un des premiers à appliquer l'informatique à ses activités commerciales et administratives.

Au début des années 80, les bureaux des petites et des grandes entreprises se sont dotés de micro-ordinateurs peu coûteux, réduisant considérablement les coûts des opérations informatiques. Tout cela signifie que la formation du personnel travaillant dans le domaine de l'assurance devra supposer une certaine habileté à utiliser les micro-ordinateurs, tant pour la main-d'oeuvre professionnelle que pour le personnel de bureau. Cela signifie également une croissance moins rapide dans l'engagement du personnel de bureau dont une partie des tâches sera partiellement absorbée par les professionnels.

Les primes versées par les Québécois en 1988 sont de 8,1 milliards de dollars, soit 59 p. cent pour l'assurance de personnes et 41 p. cent pour l'assurance générale.

Depuis 2 ans la croissance des primes d'assurance au Québec est à la baisse. La stagnation de la demande pour les produits d'assurance générale et l'intensification de la concurrence caractérisent ce sous-secteur. Malgré cela, le marché du travail présente depuis 1981 une croissance de la demande de main-d'oeuvre passablement plus forte que celle de l'ensemble des secteurs industriels, une croissance qui s'est amplifiée entre 1984 et 1989, et qui est plus du double de celle de l'ensemble de l'économie.

Le décloisonnement devrait être bénéfique à ce sous-secteur, entraînant la diversification des produits et une demande de main-d'oeuvre pour distribuer ces produits. De plus, ce sous-secteur profitera de la libéralisation des échanges, avec une taille qui lui permet d'affronter le marché américain.

1.2.2.3 Le sous-secteur des affaires immobilières:

La classification des activités économiques regroupe les agences d'assurance avec les affaires immobilières.

a) Les agents immobiliers

Le nombre de courtiers et d'agents immobiliers a connu une forte progression jusqu'en 1987. Depuis 2 ans le marché est plutôt stagnant.

Les indices du marché ne sont guère réjouissants avec des taux d'intérêt records, la réduction du taux de croissance de la valeur des ventes résidentielles qui enregistre sa plus faible hausse depuis 1981, et la première baisse du nombre de transactions depuis 1982. On se retrouve finalement avec un surplus d'offre sur le marché, l'essoufflement du marché se répercutant notamment sur les prix.

Le marché du travail maintient cependant son dynamisme. Ce dynamisme devrait persister si les prix demeurent abordables.

b) Les agences d'assurance

Les agences vendent le même produit que les compagnies d'assurance mais contrairement à ces compagnies, elles fournissent le service à la clientèle en vendant les polices en vigueur et en fournissant les renseignements sur les polices d'assurances. Elles reçoivent des commissions, s'élevant à environ 15 p. cent lors de la vente de polices.

Les agents vendent surtout de l'assurance générale. Ils sont 5 608 à être membres de l'Association des courtiers d'assurance du Québec, regroupés dans 2 514 cabinets.

Le marché du travail a été excellent au début des années 80. Il a ralenti au cours de la période 1984-1989 mais a quand même continué d'afficher de bonnes performances. Au cours des deux dernières années,

il a eu tendance à stagner, et les perspectives d'avenir sont plutôt sombres.

Présentement, le marché est en train de s'élargir et subit davantage la compétition. Désormais, les courtiers pourront vendre des REER, des certificats de dépôts, et des hypothèques. Ils pourront également être conseillers en planification financière et courtiers en valeurs mobilières. Ces modifications devront s'accompagner d'ajustements adéquats de la formation.

La personne-orchestre va faire place à un nombre d'intermédiaires réglementés sous le même toit: courtiers d'assurances, courtiers en valeurs mobilières, agents d'assurances de personne, planificateurs financiers.

Le marché deviendra très concurrentiel avec l'arrivée des grandes institutions disposant d'un budget énorme pour informatiser leurs services.

Les courtiers serviront de points de vente stratégiques sur le plan géographique, et de pierre angulaire pour la distribution. Mais ils connaîtront des moments difficiles et plusieurs risquent de subir des pertes surtout s'ils ne diversifient pas leurs activités. Les caisses populaires et les banques vont accaparer une portion croissante des affaires des petits courtiers.

L'offre de capacité, représentée par les fonds propres, étant trop élevée relativement à la demande, on doit donc s'attendre à une baisse de 30 à 40 p. cent du nombre d'assureurs sur le marché québécois, que ce soit par fusions, acquisitions, fermetures, ou reculs.

1.2.3 Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels

Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels comprend les sous-secteurs de l'enseignement, des services aux entreprises, des services communautaires, des services personnels, des services de santé, de l'hébergement et de la restauration, du tourisme et du loisir.

La plupart de ces services ont déjà fait l'objet de publications si bien que nous nous concentrerons sur les sous-secteurs de l'éducation et des services aux entreprises, et pour ce dernier sous-secteur, uniquement sur ce qui concerne le marché du travail.

Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels est le plus grand secteur de l'économie québécoise par sa contribution au PIB québécois, soit 29,8 milliards de dollars, ce qui représente, en 1988, 23,5 p. cent du PIB québécois. Cet apport est cependant en perte de vitesse depuis 1985, et même inférieur en pourcentage à ce qu'il était en 1981.

La croissance en 1988 a été inférieure à celle de 1987, et inférieure même à celle de l'ensemble des industries.

La rémunération des salariés est de 23,3 milliards de dollars, soit 29,6 p. cent de la rémunération des salariés des industries du Québec regroupées, avec une croissance inférieure à celle de 1987.

Ce secteur connaît donc un certain essoufflement au chapitre de la production et de la rémunération. Le taux de croissance annuel moyen de sa contribution au PIB québécois depuis 1984 est d'à peine 8,1 p. cent, un taux inférieur à celui du PIB. Il n'en demeure pas moins que c'est le secteur le plus créateur d'emplois. La croissance annuelle moyenne des emplois se maintient au-dessus de celle de l'ensemble des industries.

La rémunération des salariés de ce secteur est cependant faible puisqu'avec 33,5 p. cent de tous les emplois du Québec en 1988, ce secteur génère moins de 30 p. cent de la rémunération des salariés.

Les efforts de recherche et développement (R-D) dans ce secteur se font surtout du côté des services informatiques et des bureaux d'ingénieurs. On dénombre 59 entreprises qui effectuent des travaux de R-D en informatique pour une valeur des travaux estimée à 18 millions dollars. Ces sommes sont en hausse depuis plusieurs années avec un taux de croissance annuel réel de 37 p. cent entre 1981 et 1986.

Les bureaux d'ingénieurs et de scientifiques sont la troisième industrie en importance au Québec au chapitre des dépenses en R-D. La croissance annuelle réelle des dépenses entre 1981 et 1986 est de 40 p. cent. Elle constitue un faible pourcentage du total canadien, soit 17 p. cent.

1.2.3.1 Le sous-secteur de l'enseignement et des services annexes

Ce sous-secteur va plutôt mal puisque l'évolution de l'emploi suit les tendances à la baisse observées pour les clientèles, et l'avenir n'augure rien de bien.

En 1987-1988, on dénombrait 1,6 millions d'étudiants dans les différents ordres d'enseignement au Québec, soit environ 30 p. cent de moins qu'au début des années 70.

On retrouve 5,9 p. cent de la clientèle à la maternelle, 4 ans et 5 ans, 35,6 p. cent primaire avec des prévisions à la baisse, 28,9 p. cent au secondaire avec des prévisions à la hausse à partir de 1989, 14,7 p. cent au collégial et à la formation continue avec des prévisions qui devraient être à la baisse si les taux de recrutement se maintiennent, et 14,9 p. cent à l'université avec des prévisions à la baisse si on maintient les taux de recrutement des années précédentes.

Le marché du travail suit, dans ce sous-secteur, les tendances qui existent pour la population scolaire. Par conséquent, le nombre d'emplois est à la baisse, et son taux de croissance est inférieur à celui de l'ensemble des secteurs de l'économie.

1.2.3.2 Le sous-secteur des services fournis aux entreprises

Dans le sous-secteur des services fournis aux entreprises, les domaines d'activité des entreprises sont trop diversifiés pour qu'il soit possible d'en analyser la production à moins de vouloir le faire pour chacun des domaines d'activités. De plus, les statistiques sont peu nombreuses. Aussi, nous contentons-nous d'en analyser seulement l'évolution du marché du travail au chapitre 2.

1.2.4. Le secteur des administrations publiques au Québec

Le secteur des administrations publiques contribue à raison de 8,2 milliards de dollars à la production intérieure brute du Québec au coût des facteurs, soit 6,4 p. cent du PIB québécois en 1988, une contribution constamment à la baisse, et d'ailleurs la plus faible des 8 dernières années.

Le taux de croissance de la contribution à la production intérieure brute du Québec en 1988, 3,1 p. cent, est aussi le plus faible de la dernière décennie. D'ailleurs, le taux de croissance annuel moyen depuis 1984, soit 4,6 p. cent, est considérablement inférieur à celui du PIB québécois, et le plus faible de tous les secteurs que nous analysons.

On est donc en présence d'un secteur dont les indicateurs économiques sont peu reluisants. Il en va de même de la demande sur le marché du travail, une demande qui connaît la croissance annuelle la plus faible parmi les secteurs que nous analysons, inférieure même à celle de l'ensemble des industries.

La rémunération des salariés est intéressante puisque proportionnellement à celle de l'ensemble des secteurs, elle se situe à un niveau de pourcentage supérieur à celui de la proportion de l'effectif de la fonction publique, par rapport à l'emploi total. Depuis 1982, on observe cependant un déclin continuel de la rémunération des salariés des administrations publiques au Québec, par rapport à la rémunération globale.

Avec les déficits qui ont cours, le contrôle des dépenses persistera au cours des prochaines années, et les possibilités d'emplois dans l'administration publique au Québec se feront rarissimes.

Les revenus perçus au Québec par les différents ordres de gouvernement sont de 53,2 milliards de dollars et les dépenses de 59,1 milliards de dollars. Les dépenses demeurent toujours supérieures aux revenus, si bien que le déficit cumulatif grossit constamment. Depuis 1985, le déficit annuel est de plus en plus faible mais le déficit accumulé s'accroît. En proportion des revenus, le déficit annuel est en baisse passant de 31,2 p. cent des revenus en 1982 à 12,6 p. cent en 1987. Depuis 1986, le taux de croissance des revenus est même plus élevé que celui des dépenses.

Bref, il y a amélioration de la situation financière annuelle des administrations publiques mais le déficit cumulatif n'en continue pas moins de s'amplifier.

1.2.4.1 Le sous-secteur de l'administration fédérale au Québec

L'administration fédérale au Québec totalise des revenus de 21,5 milliards de dollars en 1987, et dépense pour 26,4 milliards de dollars. Le déficit annuel fond depuis 1983. Il s'élevait à 77,5 p. cent des revenus en 1982 et a constamment diminué pour tomber en 1987 à 23,1 p. cent des revenus. Les revenus de l'administration fédérale au Québec, par rapport à ceux dans l'ensemble des administrations publiques au Québec, sont passés de 33,9 p. cent en 1981 à 34,6 p. cent en 1987. Le déficit annuel de l'administration fédérale au Québec était responsable de 71,6 p.cent du déficit des administrations publiques en 1981. En 1987, 68,6 p. cent du déficit des administrations publiques au Québec lui est encore redevable.

Depuis 1983, la croissance des transferts à l'administration québécoise est en perte de vitesse et même en décroissance depuis 1986. Les coupures dans les dépenses de transferts peuvent avoir des conséquences sur l'emploi et sur la formation, puisque les transferts servent souvent à financer en partie ces programmes. A cet égard, la situation budgétaire du fédéral est peu encourageante pour les prochaines années puisque ce dernier risque de lutter contre son déficit en coupant dans les transferts au Québec, et par conséquent, dans les programmes de formation. C'est d'ailleurs ce qu'il vient de faire dans son dernier budget, l'éducation et la santé étant les cibles choisies par le fédéral.

La rémunération des salariés est de 2,4 milliards de dollars et de 2,8 milliards de dollars lorsqu'on ajoute les soldes et les indemnités militaires, soit 19,5 p. cent des 14,2 milliards de dollars versés par les administrations fédérale, québécoise, et locales au Québec mais excluant les hôpitaux.

1.2.4.2 Le sous-secteur de l'administration québécoise

Les recettes de l'administration québécoise sont de 31 milliards de dollars et les dépenses de 32,4 milliards de dollars. Depuis 1985, les revenus augmentent plus rapidement que les dépenses, même en chiffres absolus, ce qui n'empêche pas le maintien d'un déficit annuel qui tend toutefois à baisser.

Le déficit par rapport aux revenus est moins élevé que celui de l'administration fédérale au Québec, soit 5,2 p. cent. En chiffres absolus autant qu'en pourcentage des revenus, le déficit a fondu de moitié au cours de la période 1985-1987. Avec 49,8 p. cent des revenus des administrations publiques au Québec, comparativement à 48,2 p. cent en 1981, l'administration québécoise détient 22,1 p. cent du déficit des administrations publiques alors qu'en 1981, elle était responsable de 22,3 p. cent de ce déficit. L'administration québécoise présente donc

un déficit financier moins lourd que celui de l'administration fédérale au Québec. Le problème de l'administration québécoise, c'est qu'elle risque de faire les frais du déficit fédéral et ainsi d'être obligée de maintenir un contrôle serré de ses dépenses.

La croissance de l'emploi dans l'administration québécoise depuis 1981 est la plus faible de celles de toutes les administrations publiques. Elle est presqu'au point mort, et elle va le demeurer davantage si le fédéral l'oblige a absorber une partie de son déficit dans les années à venir.

1.2.4.3 Le sous-secteur des administrations locales

Les administrations locales perçoivent au Québec 9,7 milliards de dollars de recettes et dépensent le même montant, vivant presque constamment en situation d'équilibre budgétaire. C'est vrai que 56,7 p. cent de leurs revenus proviennent de transferts. Les revenus des administrations locales équivalent à 15,7 p. cent de ceux des administrations publiques, et sont à la baisse par rapport aux 17,9 p. cent de 1981. Les revenus et les dépenses enregistrent les plus faibles taux de croissance annuels moyens des différents ordres de gouvernement, chacun 5,6 p. cent, et les dépenses connaissent même un taux de croissance de plus en plus faible entre 1984 et 1987. Certes, des contrôles y sont aussi exercés pour ce qui est du marché du travail, puisque la croissance est presque nulle.

Si les administrations locales sont en situation d'équilibre budgétaire, ce n'est pas le cas pour les municipalités dont les revenus de 4,8 milliards de dollars en 1988 ont été inférieurs aux dépenses de 5,9 milliards de dollars, le déficit de 1,2 milliards de dollars totalisant 24,4 p. cent des dépenses, un pourcentage supérieur à celui de l'administration fédérale au Québec.

Dans les universités, les collèges et les commissions scolaires, les revenus en 1987-1988 sont d'environ 6,9 milliards de dollars, soit 16,6 p. cent allant aux universités, 12,5 p. cent aux collèges d'enseignement professionnel et général, et 70,9 p. cent aux commissions scolaires. Les revenus des commissions scolaires sont composés en quasi-totalité de transferts gouvernementaux, transferts qui permettent de maintenir une situation d'équilibre budgétaire.

Chapitre 2

Le marché québécois du travail

2.1 Evolution récente du marché québécois du travail

Pour l'analyse, nous utiliserons les données de l'enquête mensuelle sur la population active de Statistiques-Canada. Ces données font référence au concept de personnes occupées. Dans ce texte, une personne occupée est considérée comme une personne ayant un emploi.

L'enquête sur la population active se fait par sondage auprès de la population. A l'occasion, nous insérerons des données provenant d'un ministère ou d'une industrie lorsqu'elles sont disponibles.

Auparavant, le lecteur peut se faire une idée des cours qui sont donnés dans le champ de l'administration et du commerce, et du code professionnel auquel peut correspondre la formation donnée dans un cours en consultant au chapitre trois, les tableaux 3.1 et 3.4.

Pour la classification des professions, on utilise le code CCDP à quatre chiffres dans la classification canadienne descriptive des professions . Les quatre chiffres se réfèrent aux groupes de base, chaque groupe de base constituant un regroupement de professions apparentées. Parmi les cours donnés dans le champ de l'administration et du commerce , ce ne sont pas tous les groupes professionnels de base qui sont bien couverts par les quatre secteurs industriels analysés. Le tableau qui suit nous indique le pourcentage d'emplois d'un groupe professionnel du champ analysé, par rapport à tous les emplois dans ce même groupe, les groupes professionnels étant ceux qui correspondent à ceux des cours donnés dans le champ de l'administration et du commerce.

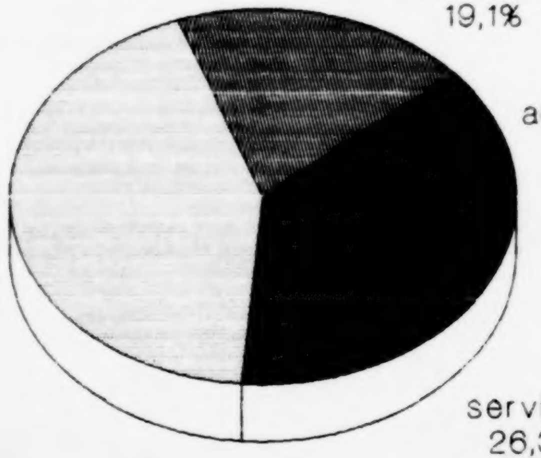
tableau 2.1: Pourcentage d'emplois de chaque groupe professionnel du champ de l'administration et du commerce que l'on retrouve dans le champ analysé par rapport à tous les emplois de ces groupes professionnels dans l'économie québécoise:

CCDP:	1142	1174	1179	2183	4111	4113	4131	4133	4135
% :	82	81	61	70	72	72	60	95	99
CCDP:	4141	4143	4161	4171	4179	4191	4192	4193	4197
% :	73	65	86	68	38	71	73	3	69
CCDP:	5131	5133	5135	5171	5172	5199	6120	6144	8296
% :	51	50	90	100	100	67	97	41	9

Il va sans dire que certains groupes de base du champ de l'administration et du commerce sont peu représentés par les secteurs industriels qu'on analyse, comme on peut le voir au tableau précédent. La plupart sont cependant très bien couverts.

Graphique 2.1
Champ de l'administration et du commerce

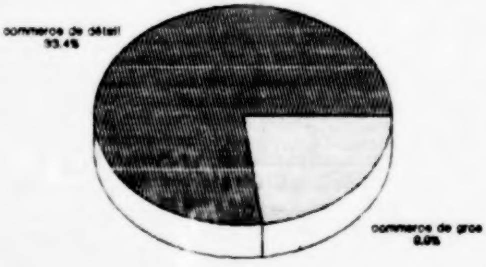
% d'emplois dans les secteurs par rapport au champ analysé



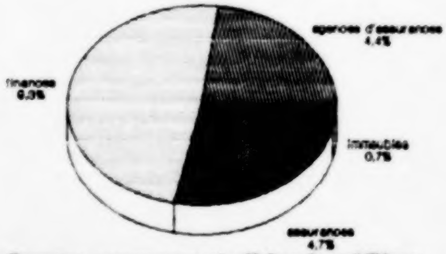
Pour les codes occupationnels du champ

Graphique 2.1 A

Champ de l'administration et du commerce % de l'emploi total dans les sous-secteurs par rapport au champ analysé

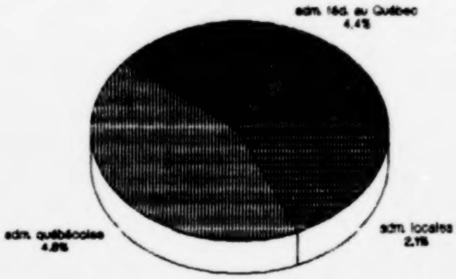


Le commerce

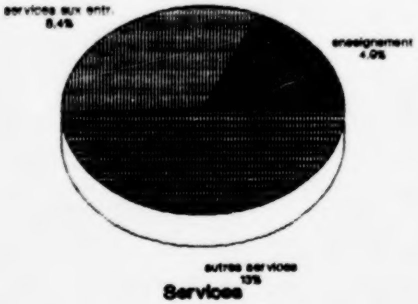


Les finances, assurances et affaires immobilières

Pour les codes occupationnels du champ



Les administrations publiques au Québec



Services

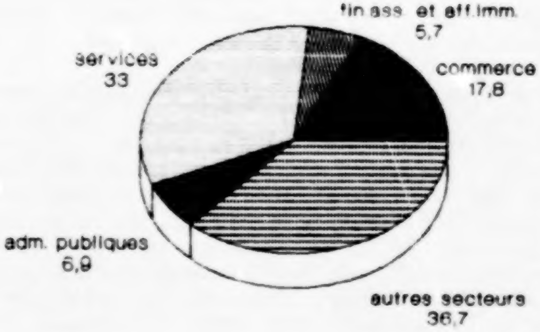
Le remplacement de la main-d'oeuvre déjà en place permet, en règle générale, de placer deux fois plus de personnes que la création d'emplois. Ce constat prend d'autant plus d'importance avec une main-d'oeuvre qui vieillit et une population dont la croissance est au ralenti.

Mais avant d'examiner chacun des secteurs industriels, voyons d'abord ce qui se passe dans l'ensemble des industries, et les tendances qui se dégagent lorsqu'on regroupe les secteurs industriels que nous analyserons, soit: le commerce; les finances, les assurances, et les affaires immobilières; les services socioculturels, commerciaux et personnels; et les administrations publiques au Québec.

Le champ que nous analysons connaît une croissance supérieure à celle de l'ensemble des secteurs industriels avec une population active expérimentée qui s'accroît en moyenne de 4,1 p. cent par année contre à peine 2,4 p. cent dans l'ensemble des industries au cours de la période 1951-1981. Le champ est à ce point important qu'il compte 57,3 p. cent de la population active expérimentée du Québec, un pourcentage qui n'a fait que s'accroître depuis 1951, où il était de 35,4 p.cent. Ce champ a fourni en moyenne, depuis 30, ans 78,6 p. cent de la population active expérimentée du Québec, c'est-à-dire, des emplois. Cette tendance s'est poursuivie au cours de la décennie 1981-1989. Cependant, on observe un ralentissement marqué du taux de croissance par rapport à la période précédente dans tous les secteurs industriels qui le composent. Le graphique 2.2 nous donne un bon aperçu des parts d'emplois et de la croissance des emplois par secteur industriels.

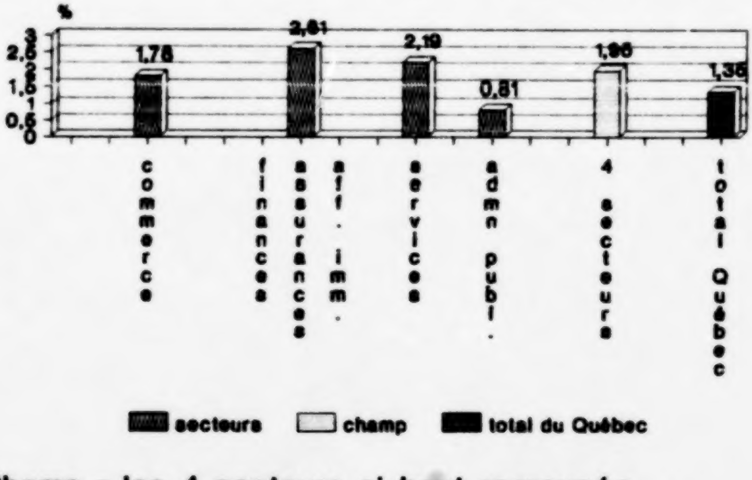
Graphique 2.2

L'administration et le commerce
(%) de l'emploi total du Québec: 1989



Champ = les 4 secteurs ci-haut regroupés

L'administration et le commerce
Emplois au Québec (croissance 1981-89)



Champ = les 4 secteurs ci-haut regroupés

tableau 2.2 Evolution de l'emploi du champ analysé: (emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
champ analysé	1643	1794	1861	1881	1918
croissance annuelle moyenne					34,4
taux de croissance annuel moyen					1,95%
taille du champ analysé:	60,3%	63,5%	63,8%	62,7%	63,3%
toutes les industries	2723	2825	2918	3001	3031
croissance annuelle moyenne					38,500
taux de croissance annuel moyen					1,35%

Le champ couvert par la présente, tout comme ceux de l'ensemble de l'économie québécoise, crée annuellement moins d'emplois qu'auparavant. Cela se reflète dans la croissance annuelle du nombre d'emplois et dans le taux de croissance annuel moyen de l'emploi. Il prend néanmoins encore plus d'importance qu'auparavant puisqu'il est à l'origine de 89,3 p. cent des emplois créés au Québec au cours de la période 1981-1989, si bien que sa taille est passée de 60,3 p. cent à 63,3 p. cent de l'emploi total au Québec. Le fléchissement le plus apparent est survenu en 1988. En 1989, il s'est créé 37 000 emplois dans le champ de l'administration et du commerce alors qu'il ne s'en est créé que 30 000 dans toute l'économie québécoise. Ce constat, qui semble à première vue impossible, s'explique par les baisses d'emplois qui sont survenues dans d'autres secteurs industriels.

2.1.1 Le secteur du commerce

Le secteur du commerce est l'un des secteurs de l'économie québécoise où il se crée beaucoup d'emplois.

tableau 2.3 Evolution de l'emploi dans le secteur du commerce: (emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
secteur du commerce	468	506	513	513	539
croissance annuelle moyenne					8,9
taux de croissance annuel moyen					1,78%
commerce/tous les secteurs	17,2%	17,9%	17,6%	17,1%	17,8%
commerce/champ analysé	28,5%	28,2%	27,6%	27,3%	28,1%

Depuis 1981, la taille du secteur du commerce continue d'augmenter légèrement par rapport à l'ensemble des secteurs industriels et à décliner par rapport au champ analysé, comme en témoigne le taux de croissance annuel moyen des emplois du secteur.

Il s'y crée 23,1 p. cent des emplois du Québec alors que la taille du secteur n'est que de 17,8 p. cent. C'est, par conséquent, un secteur

créateur d'emplois, même si sa contribution est inférieure à celle du champ analysé. C'est aussi un domaine dans lequel il se créera toujours des emplois. En effet, lors de l'entrée en vigueur du libre-échange, on a vu l'emploi chuter dans beaucoup de secteurs industriels, mais dans le secteur du commerce il s'est créé 26 000 emplois, soit 86,7 p. cent de la création totale d'emplois , et 70,2 p. cent des emplois créés dans le champ que nous analysons. C'est signe que le commerce continuera de demeurer l'un des bons secteurs de l'économie. Il faut cependant faire attention à ces chiffres, car il s'est créé plus que ces 30 000 emplois nets au Québec en 1989, les diminutions dans certains secteurs ayant été compensées par une création brute d'emplois supérieure à 30 000. La création d'emplois en nombre absolu fut tellement importante en 1989 dans le secteur du commerce, qu'elle a dépassé celle du Canada pour le même secteur.

2.1.1.1 Le sous-secteur du commerce de gros

Le commerce de gros procure de l'emploi, par rapport au champ analysé, à 9,9 p. cent des travailleurs qui oeuvrent dans le champ de l'administration et du commerce.* Les travailleurs qui en profitent le plus sont ceux que l'on retrouve dans les professions dont les groupes de base (CCDP à 4 chiffres) sont les suivants: 5133: 91,0 p. cent des travailleurs de ce groupe professionnel par rapport au total du même groupe professionnel dans le champ analysé; 5131: 77,8 p. cent; 8296: 44,4 p.cent; 4179: 37,8 p. cent; 5199: 27,4 p. cent; 4131: 16,8 p. cent; 5135: 12,3 p. cent; et 4143: 11,5 p. cent.

Ses principales composantes, dont la part augmente entre 1971 et 1981, sont: les machines et le matériel n.c.a. (15,2 p. cent de la population active expérimentée), l'alimentation (13,2 p. cent), le bois de sciage et les matériaux de construction (10,6 p. cent), l'habillement et la mercerie, les véhicules automobiles et les accessoires, ainsi que les produits pétroliers avec une part fortement à la baisse.

tableau 2.4 Evolution de l'emploi dans le commerce de gros:
(emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
commerce de gros	119	137	128	128	146
croissance annuelle moyenne					3,4
taux de croissance annuel moyen					2,59%
taille/tous les secteurs	4,4%	4,8%	4,4%	4,3%	4,8%
taille/champ analysé	7,2%	7,6%	6,9%	6,8%	7,6%
taille/commerce	25,4%	27,1%	25,0%	25,0%	27,1%

---

* Les données sectorielles sur l'emploi par code professionnel du champ de l'administration et du commerce présentées au chapitre 2 et dans le graphique 2.1, ont comme diviseur le total du champ, soit les 4 secteurs analysés. Celles qui sont présentées au chapitre 1, par sous-secteur, ont comme diviseur le total de l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise.

Au cours de la décennie 1981-1989 la croissance dans le commerce de gros s'est élevée en moyenne à 3 375 emplois par année. Le taux de croissance annuel moyen a été supérieur à celui de l'ensemble des industries québécoises et à celui du champ analysé.

La taille de ce sous-secteur évolue donc elle aussi de façon positive, quels que soient les secteurs servant de comparaison: tous les secteurs, le champ analysé, ou le secteur du commerce. S'il s'est créé beaucoup d'emplois dans le secteur du commerce en 1989, c'est attribuable en bonne partie au commerce de gros dont les performances sont meilleures que celles du commerce de détail. La situation est tellement bonne dans le commerce de gros que le taux de croissance annuel moyen est supérieur à celui du Canada au cours de la période 1981-1989.

2.1.1.2 Le sous-secteur du commerce de détail

Ce sous-secteur, par rapport au champ analysé, procure de l'emploi aux travailleurs des groupes professionnels suivants du champ de l'administration et du commerce: 5135: 84,7 p. cent; 4133: 57,4 p. cent; 5199: 52,8 p. cent; 4131: 23,9 p. cent; 4192: 21,4 p. cent; 4179: 19,5 p. cent; et 4197: 11,8 p. cent.

Le commerce de détail est le sous-secteur majeur du commerce avec les 3/4 des emplois de ce secteur. Il progresse cependant moins bien que le commerce de gros.

Les magasins d'alimentation regroupent 23,2 p. cent des personnes actives expérimentées dans le commerce de détail. Les magasins de marchandises diverses, avec 15,8 p. cent des personnes actives expérimentées, sont en perte de vitesse alors que les détaillants n.c.a. sont en pleine effervescence. Les ateliers de réparation de véhicules automobiles sont aussi en perte de vitesse, contrairement aux détaillants de véhicules automobiles.

tableau 2.5 Evolution de l'emploi dans le commerce de détail: (emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
commerce de détail	348	369	385	385	392
croissance annuelle moyenne					5,5
taux de croissance annuel moyen					1,50%
taille/tous les secteurs	12,8%	13,1%	13,2%	12,8%	12,9%
taille/champ analysé	21,2%	20,6%	20,7%	20,5%	20,4%
taille/commerce	74,4%	72,9%	75,0%	75,0%	72,7%

Le nombre moyen d'emplois créés annuellement s'élève à 5 500. Dans les faits, le taux de croissance de l'emploi dans le commerce de détail au Québec demeure supérieur à celui de l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise mais inférieur à celui du champ que nous analysons et à celui du commerce de gros. C'est un sous-secteur où il y a eu beaucoup de rationalisation suite à des prises des regroupements pour élargir la taille des chaînes d'alimentation. Sa taille a rétréci à

partir de 1987. Dans l'ensemble, on peut dire que ce sous-secteur demeure un bon réservoir d'emplois mais qu'il a perdu de la vigueur et se comporte moins bien, toutes proportions gardées, que celui du commerce de gros.

Des changements pourraient survenir dans ce sous-secteur. Ainsi, l'informatique n'a pas encore fait de ravages. Toutefois, soulignons qu'en Italie, plusieurs stations-service n'ont plus de personnel le dimanche. Il suffit d'utiliser sa carte de débit pour obtenir de l'essence. Au Québec, la pratique de payer l'épicerie avec la carte de débit n'est pas tellement répandue non plus. Il y a une foule d'activités du commerce de détail qui peuvent se prêter à l'informatisation mais les répercussions sur l'emploi devrait être négligeables.

2.1.2 Le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières

Le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières est un petit secteur. Il ne compte que 5,7 p. cent de tous les emplois occupés au Québec.

tableau 2.6 Le secteur des finances, des assurances, et des affaires immobilières: Evolution de l'emploi (en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
fin. ass. et aff. immobil.	140	155	168	165	172
croissance annuelle moyenne					4,0
taux de croissance annuel moyen					2,61%
taille/tous les secteurs	5,1%	5,5%	5,8%	5,5%	5,7%
taille/champ analysé	8,5%	8,6%	9,0%	8,8%	9,0%

C'est un secteur créateur d'emplois, avec un taux de croissance annuel moyen supérieur à celui de l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise, à celui du champ analysé, et à celui du secteur du commerce. C'est un secteur à peine plus gros que le sous-secteur du commerce de gros, et dont le taux de croissance est équivalent.

2.1.2.1 Le sous-secteur des finances (institutions financières)

Dans le sous-secteur des finances on retrouve, par rapport au champ analysé, 86 p. cent des emplois des travailleurs du groupe professionnel 4135. Ce sous-secteur fournit également, par rapport au champ analysé, des emplois aux travailleurs des groupes de base suivants du champ de l'administration et du commerce: 4133: 28,3 p. cent; 4191: 23,2 p. cent; 4193: 20,7 p. cent; 4141: 18 p. cent; 4143: 14,3 p. cent; et, 4113: 10,3 p. cent.

Si le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières va bien, ce n'est pas tout à fait le cas du sous-secteur des finances. Il ne se crée presque plus d'emplois dans ce sous-secteur qui avait pourtant été actif à ce chapitre lors de la décennie 1971-1981. Sa contribution au PIB québécois est toutefois importante.

Les banques et autres établissements de dépôts sont la principale composante de ce sous-secteur avec 85,2 p. cent de la population active occupée, en hausse par rapport à 1971. Les autres organismes de crédit ne totalisent que 6,2 p. cent de la population active expérimentée de ce sous-secteur. Les agents de change et les courtiers en valeurs mobilières, avec 4,3 p.cent de la population active expérimentée, et les sociétés d'investissements et à portefeuille avec 4,2 p. cent de la population active expérimentée, sont en perte de vitesse.

tableau 2.7 Le sous-secteur des finances:

	(emplois en milliers)				
	1981	1986	1987	1988	1989
finances	75	76	79	77	81
croissance annuelle moyenne					0,8
taux de croissance annuel moyen					0,97%
finance/tous les secteurs	2,75%	2,69%	2,71%	2,57%	2,67%
finance/champ analysé	4,6%	4,2%	4,2%	4,1%	4,2%
finance/fin.ass.et aff.imm.	53,6%	49,0%	47,0%	46,7%	47,1%

Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi dans le sous-secteur des finances au Québec est inférieur à 1 p. cent et par conséquent moindre, non seulement que celui du champ analysé, mais aussi que celui de l'économie québécoise. C'est la constituante majeure du groupe des finances, des assurances et des affaires immobilières avec la moitié des emplois de ce groupe. Cette part décline depuis 1981. Bref, ce sous-secteur n'est guère propice à la création d'emplois.

2.1.2.2 Le sous-secteur des assurances

L'importance de ce sous-secteur, par rapport au champ analysé, vient du fait qu'il procure de l'emploi aux travailleurs des groupes de base suivants du champ de formation en administration et commerce dans des proportions élevées: 5171: 61,6 p. cent; 4192: 37,7 p. cent des emplois.

Le sous-secteur québécois des assurances va bien. Mais si l'on considère qu'il va bien, ce n'est pas tant en raison des performances passées que de celles des années 80.

tableau 2.8: Le sous-secteur des assurances: (emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
assurances	30	36	36	37	38
croissance annuelle moyenne					1,0
taux de croissance annuel moyen					3,00%
taille/tous les secteurs	1,1%	1,3%	1,2%	1,2%	1,3%
taille/champ analysé	1,8%	2,0%	1,9%	2,0%	2,0%
taille/fin.ass.et aff.immobi.	21,4%	23,2%	21,4%	22,4%	22,1%

Le taux de croissance annuel moyen au cours de cette période est plus élevé que dans l'ensemble de l'économie québécoise, plus élevé aussi que celui du champ analysé, et plus élevé que celui des finances, des assurances, et des affaires immobilières. Cependant, depuis 1986, ce sous-secteur connait une croissance plutôt modérée car sa taille, par rapport à celle des autres secteurs et à celle du champ analysé, se maintient au même pourcentage. Elle diminue même par rapport à celle du secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières. Ce sous-secteur, à cause de sa petite taille, crée à peine un millier d'emplois par année malgré un taux de croissance élevé. Le décloisonnement du secteur financier devrait favoriser ce sous-secteur dans les prochaines années.

2.1.2.3 Les agences d'assurances et les affaires immobilières

Les affaires immobilières, par rapport au champ que nous analysons, fournissent de l'emploi à 8,4 p. cent des travailleurs du groupe professionnel 5172.

C'est donc un sous-ensemble d'activités dont l'importance est négligeable pour les diplômés des cours de formation en administration et commerce.

Il en va autrement de l'autre sous-ensemble, les agences d'assurance, qui fournissent, par rapport au champ analysé, des emplois aux travailleurs des groupes professionnels de base suivants du champ de l'administration et du commerce: 5172: 91,6 p. cent; 5171: 38,4 p. cent; et 4192: 11,7 p. cent.

tableau 2.9: Le sous-secteur des agences d'assurances et des affaires immobilières: (emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
agences d'ass. et aff. immob.	35	44	53	51	53
croissance annuelle moyenne					2,3
taux de croissance annuel moyen					5,32%
taille/tous les secteurs	1,3%	1,6%	1,8%	1,7%	1,7%
taille/champ analysé	2,1%	2,5%	2,8%	2,7%	2,8%
taille/fin.ass.et aff.immob.	25,0%	28,4%	31,5%	30,9%	30,8%

Le taux de croissance de ce sous-secteur demeure beaucoup en deçà des taux de croissance de l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise, du champ analysé, et du secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières. Ce sous-secteur a vu son pourcentage d'emplois augmenter par rapport à tous les ensembles de secteurs qu'on peut considérer, sa taille passant du quart de celle du secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières à près du tiers. Cependant, depuis 1987, la demande a faibli sur le marché du travail, le niveau d'emplois demeurant stagnant alors qu'auparavant, il se créait en moyenne 2 250 emplois par année. Avec le décloisonnement des marchés financiers, on peut présumer que ce sous-secteur, ayant connu une forte croissance d'emplois, deviendra moins performant. Il faudra ajuster la formation aux nouvelles exigences du marché, conditionné par la rationalisation et l'envahissement des grandes institutions financières.

2.1.3 Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels

Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels est celui qui compte la plus grande proportion d'emplois dans l'économie québécoise. Depuis 1951, il n'a pas cessé de progresser. Il compte d'ailleurs plus de la moitié des emplois du champ qu'on analyse.

tableau 2.10 Le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels (emplois en milliers):

	1981	1986	1987	1988	1989
serv.sociocult., comm. et pers.	840	936	973	1004	999
croissance annuelle moyenne					19,9
taux de croissance annuel moyen					2,19%
taille/tous les secteurs	30,8%	33,1%	33,3%	33,5%	33,0%
taille/champ analysé	51,1%	52,2%	52,3%	53,4%	52,1%

Le taux de croissance de ce secteur, qui regroupe le tiers des emplois du Québec, est plus élevé que celui du champ que nous analysons. La moyenne annuelle de création d'emplois, 19 875, totalise 51,6 p. cent de tous les emplois créés au Québec entre 1981 et 1989 . Il faut toutefois préciser que ce secteur a peu progressé depuis 1986. Il demeure néanmoins la meilleure source d'emplois pour le marché du travail même si le taux de croissance des emplois est inférieur à celui du secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières. Ce taux de croissance est toutefois plus élevé que celui du secteur du commerce.

2.1.3.1 Le sous-secteur de l'enseignement et des services annexes

Le sous-secteur de l'enseignement et des services annexes occupe, par rapport aux champ analysé, 4,9 p. cent des travailleurs dont le groupe professionnel correspond à la formation en administration et commerce.

Il fournit, par rapport au champ analysé, des emplois aux travailleurs des groupes professionnels suivants du champ de l'administration et du commerce: 6144: 39,3 p. cent; 4161: 31,2 p. cent; 4141: 20,7 p. cent; et, 4111: 13,4 p. cent.

La volonté des gouvernements de sabrer dans les dépenses de l'administration publique et la réduction clairement établie des populations scolaires transparaissent dans les données sur l'emploi.

tableau 2.11 Le sous-secteur de l'enseignement et des services annexes: (emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
enseignement et serv. ann.	203	196	201	202	191
croissance annuelle moyenne					-1,5
taux de croissance annuel moyen					-0,76%
taille/tous les secteurs	7,5%	6,9%	6,9%	6,7%	6,3%
taille/champ analysé	12,4%	10,9%	10,8%	10,7%	10,0%
taille/services socioculturels commerciaux et personnels	24,2%	20,9%	20,7%	20,1%	19,1%

On observe une réduction importante du nombre d'emplois dans ce sous-secteur. On voit aussi ce sous-secteur fondre par rapport aux autres composantes de l'économie. Pour ce qui est du taux de croissance, il est inférieur à celui de l'ensemble de l'économie québécoise. Il est même négatif.

Les perspectives d'avenir ne sont guère plus encourageantes car le fédéral coupe son déficit en le faisant absorber par les provinces. Or, le sous-secteur de l'éducation est justement l'une des principales cibles de la réduction des transferts aux provinces. On doit donc s'attendre au maintien de la tendance à la baisse du nombre d'emplois dans le sous-secteur de l'enseignement et des services annexes pour deux raisons: a) la dénatalité persistera; b) le déficit fédéral se prolongera pendant encore plusieurs années et se traduira par une réduction des transferts, notamment dans les domaines de l'enseignement et de la santé.

A l'université le personnel à temps plein a commencé à diminuer malgré une population scolaire à la hausse. La baisse, sur les 30 000 personnes qui travaillent dans cet ordre d'enseignement, concerne uniquement les 12 141 emplois du personnel de soutien, 41,4 p. cent des emplois, soit le seul marché qui puisse être accessible à des diplômés de l'administration et du commerce. Pour les années à venir, les débouchés seront peu nombreux et on devrait même y observer une décroissance si on se fie à la tendance dominante au collégial ces dernières années, à moins que les universités ne haussent le nombre de places pour les élèves venant des collèges.

Au collégial, la population scolaire est à la baisse depuis 1985-1986. C'est la suite logique à une baisse de la population scolaire datant de 1985. Les réductions de personnel devraient se maintenir compte tenu que la clientèle en provenance du niveau secondaire est à la baisse

elle-aussi. Les emplois pour le personnel de soutien se chiffrent à 5 191, soit 28,1 p. cent des emplois du collégial.

Au secondaire et au primaire la demande de personnel est également à la baisse. Le personnel de soutien est évalué à 17 300 personnes soit 1/5 de l'effectif avec un taux de décroissance annuel moyen de 1,2 p. cent. Le personnel administratif compte 7 500 personnes, soit 8,6 p. cent de tous les employés.

Ce sous-secteur offre peu de possibilités pour des nouveaux venus. Même s'il totalise 7,0 p. cent des emplois, soit 200 000, il ne progresse plus.

2.1.3.2 Le sous-secteur des services fournis aux entreprises

Par rapport au total des emplois du champ que nous analysons, le sous-secteur des services fournis aux entreprises recrute considérablement les travailleurs des groupes professionnels de base qui correspondent à la formation en administration et commerce.

Il fournit 8,4 p. cent des emplois du champ que nous analysons pour les groupes de base du champ de l'administration et du commerce. Seuls les secteurs du commerce et des finances, des assurances et des affaires immobilières fournissent plus d'emplois aux diplômés de ce champ.

Parmi les groupes professionnels de base du champ de l'administration et du commerce, qui se retrouvent dans les services fournis aux entreprises, ceux qui profitent le plus du sous-secteur des services aux entreprises sont les groupes dont les codes sont les suivants: 2183: 37 p. cent des emplois du champ analysé; 1179: 22,7 p. cent; 4143: 21,8 p. cent; 5131: 19,1 p. cent; 4141: 18,4 p. cent; 4193: 17,2 p. cent; 4111: 17 p. cent; 4113: 15,5 p. cent; 4131: 15,5 p. cent; 5199: 13,7 p. cent; 4141, et 4191: 14,4 p. cent; et 1174: 10,1 p. cent.

Le sous-secteur des services aux entreprises est difficile à cerner puisqu'il regroupe une multitude de services sans aucun lien commun. C'est néanmoins un sous-secteur d'importance qui occupe une part toujours grandissante de la population active expérimentée du secteur des services socioculturels, communautaires et personnels.

tableau 2.12 Le sous-secteur des services fournis aux entreprises: population active expérimentée (emplois en milliers)

	1971	1981	1986
services fournis aux entreprises	51,6	105,9	134,9
croissance annuelle moyenne		5,4	5,5
taux de croissance annuel moyen		7,45%	6,6%
taille/tous les secteurs	2,38%	3,55%	
taille/champ analysé	4,9%	6,2%	
taille/services sociocult., comm. et pers.	9,9%	12,1%	
bureaux d'études et services scientifiques	11,7	22,5	23,2
taux de croissance annuel moyen			4,7%
services divers fournis aux entreprises	7,3	18,8	20,8
taux de croissance annuel moyen			7,2%
études d'avocats et de notaires	9,0	15,6	19,3
taux de croissance annuel moyen			5,2%
bureaux de comptabilité	8,2	15,0	17,7
taux de croissance annuel moyen			5,2%
services informatiques	1,3	5,2	13,5
taux de croissance annuel moyen			17,1%
services de sécurité et enquêtes	5,0	11,2	12,2
taux de croissance annuel moyen			6,1%
services-conseils en gestion et organisation	1,2	5,4	9,7
taux de croissance annuel moyen			15,0%
services de publicité	4,1	5,9	9,3
taux de croissance annuel moyen			5,6%
bureaux de placement et service de loc.de pers.	2,1	3,7	5,2
taux de croissance annuel moyen			6,1%
bureaux d'architectes	1,7	2,6	4,0
taux de croissance annuel moyen			5,8%

Les bureaux d'études et les services scientifiques, les services divers fournis aux entreprises, les études d'avocats et notaires, et les bureaux de comptabilité regroupent plus de 60 p. cent de la population active expérimentée de ce sous-secteur. Là où l'on enregistre cependant le taux de croissance annuel moyen le plus élevé, c'est dans les services informatiques et les services-conseils en gestion et organisation avec un taux de croissance trois fois plus grand que celui du sous-secteur. D'ailleurs, toutes les composantes affichent des taux de croissance élevés.

La croissance annuelle moyenne de l'emploi dans ce sous-secteur s'est maintenue à un niveau élevé au cours de la période 1981-1989.

tableau 2.13 Le sous-secteur des services fournis aux entreprises: (emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
services fournis aux entr.	97	117	119	138	142
croissance annuelle moyenne					5,6
taux de croissance annuel moyen					4,88%
taille/tous les secteurs	3,6%	4,1%	4,1%	4,6%	4,7%
taille/champ analysé	5,9%	6,5%	6,4%	7,3%	7,4%
taille/services socioculturels commerciaux et personnels	11,5%	12,5%	12,2%	13,7%	14,2%

Le taux de croissance observé est au moins deux fois plus grand que ceux de l'ensemble des secteurs, que celui du champ analysé, et que ceux des services socioculturels, communautaires et personnels, ce dernier jouissant pourtant d'un taux très élevé. C'est un excellent sous-secteur d'embauche, et qui va le demeurer.

2.1.4 Le secteur des administrations publiques au Québec et de la défense

Le taux de croissance de la population active expérimentée dans le secteur des administrations publiques au Québec et de la défense était le plus élevé parmi tous les secteurs qui font l'objet de cette analyse entre 1951-1981. Il a chuté radicalement entre 1981 et 1989 pour devenir le plus faible se situant loin derrière les finances, les assurances et les affaires immobilières; les services socioculturels, communautaires et personnels; et le commerce. Le taux de croissance de l'emploi dans ce secteur est même tombé en-dessous de celui de l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise.

tableau 2.14 Le secteur des administrations publiques au Québec et de la défense: (emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
administration publ. et déf.	195	197	207	199	208
croissance annuelle moyenne					1,6
taux de croissance annuel moyen					0,81%
taille/tous les secteurs	7,2%	7,0%	7,1%	6,6%	6,9%
taille/champ analysé	11,9%	11,0%	11,1%	10,6%	10,8%

C'est un secteur dont la taille tend à diminuer. Avec les déficits que connaissent les gouvernements, on peut s'attendre à ce que la tendance observée entre 1981 et 1989 se maintienne dans les prochaines années.

2.1.4.1 Le sous-secteur de l'administration fédérale au Québec

Par rapport au champ analysé, l'administration fédérale au Québec fournit des emplois aux travailleurs des groupes professionnels suivants du champ de l'administration et du commerce: 1174: 39,9 p cent; 4193: 31 p .cent; 6144: 30 p. cent; 4179: 18,6 p. cent; 4141: 15,3 p .cent; 4197: 14,4 p. cent; 1179: 12,3 p. cent; 4143: 12,1 p. cent; 4161: 11,7 p. cent; 4171: 11,6 p. cent; et 4113: 11,5 p. cent.

Le facteur qui attire plus l'attention lorsqu'on analyse l'administration fédérale, c'est que le Québec ne fournit que 15 p. cent de l'effectif de la défense nationale.

Au cours de la période 1981-1989, le taux de croissance annuel moyen de l'emploi de ce sous-secteur est demeuré élevé, à un niveau supérieur même à celui de l'ensemble de l'économie québécoise malgré une politique de restriction de l'effectif.

tableau 2.15 Le sous-secteur de l'administration fédérale au Québec (emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
administration fédérale	60	64	65	64	69
croissance annuelle moyenne					1,1
taux de croissance annuel moyen					1,76%
taille/tous les secteurs	2,2%	2,3%	2,2%	2,1%	2,3%
taille/champ analysé	3,7%	3,6%	3,5%	3,4%	3,6%
taille/admn publ. et défense	30,8%	32,5%	31,4%	32,2%	33,2%

2.1.4.2 Le sous-secteur de l'administration québécoise

L'administration québécoise fournit 4,8 p. cent des emplois des travailleurs des groupes professionnels du champ analysé qui correspondent au champ de l'administration et du commerce. L'administration québécoise fournit notamment, par rapport aux mêmes groupes dans le champ analysé, des emplois dans les groupes professionnels suivants du champ de l'administration et du commerce: 1174: 22,2 p. cent; 4197: 20,8 p. cent; 1179: 18,5 p. cent; 4113: 14,6 p. cent; 2183: 13,4 p. cent; et 4191: 11,9 p. cent.

Le taux de croissance de l'emploi dans l'administration québécoise entre 1981 et 1989, est plus faible que celui de l'administration fédérale et beaucoup plus faible que celui de l'ensemble de l'économie québécoise. du Québec. Ce taux est presque nul. La volonté du gouvernement québécois de sabrer dans l' effectif de l'administration publique se concrétise donc si bien que les possibilités d'embauche dans ce sous-secteur sont mauvaises, et d'autant plus mauvaises que Québec devra en partie absorber une portion du déficit de l'administration fédérale au moyen de la réduction des paiements de transferts.

tableau 2.16: Le sous-secteur de l'administration québécoise (emplois en milliers)

	1981	1986	1987	1988	1989
administration québécoise	72	69	76	69	73
croissance annuelle moyenne					0,1
taux de croissance annuel moyen					
taille/tous les secteurs	2,6%	2,4%	2,6%	2,3%	2,4%
taille/champ analysé	4,4%	3,8%	4,1%	3,7%	3,8%
taille/admn publ. et défense	36,9%	35,0%	36,7%	34,7%	35,1%

Les données provenant du gouvernement du Québec démontrent que le personnel permanent est constamment à la baisse depuis au moins 1985. Ce n'est donc plus d'une croissance de l'effectif dont on parle mais d'un taux de décroissance annuel moyen de 5,3 p. cent. Sur ses 52 000 employés réguliers, le personnel de bureau forme la principale composante, avec 31,6 p. cent de l'effectif, et les techniciens, la troisième composante en importance avec 20,7 p. cent de l'effectif. Or, le taux de décroissance annuel moyen est de 3,0 p. cent pour les employés de bureau alors que pour les techniciens on doit plutôt parler d'un taux de croissance annuel moyen de 2,0 p. cent. Lorsqu'on observe de plus près les données, on constate que ce sont les employés de bureau qui absorbent la décroissance, constituant le seul groupe important à subir une décroissance. Cette dernière est même supérieure en chiffre absolu à celle de l'ensemble du personnel de l'administration québécoise.

Les employés de bureau constituent 87,7 p. cent de la réduction de l'effectif total. Cette donnée est importante puisque les diplômés du champ de l'administration et du commerce occupent surtout des emplois de bureau. Dans ce sous-secteur, mieux vaut donc regarder ailleurs pour dénicher un emploi. Le personnel de bureau de l'administration québécoise est situé à Québec, à 52,3 p. cent et à Montréal, à 22,9 p. cent. C'est dire que les 3/4 de l'effectif se situent dans ces deux pôles d'attraction. Au delà de 16000 personnes occupent un emploi relié au champ de l'administration et du commerce parmi les employés de bureau. Environ 3,000 personnes occupent un emploi dans le domaine de l'informatique soit à titre de technicien ou comme employé de bureau.

2.1.4.3 Le sous-secteur des administrations locales

Les administrations locales fournissent, par rapport au champ analysé, 2,1 p. cent des emplois correspondant aux groupes professionnels du champ de l'administration et du commerce.

Les principaux titulaires de ces emplois sont les travailleurs des groupes professionnels du champ de l'administration et du commerce suivants: 6144: 14,3 p. cent; et 4161: 10,1 p. cent des emplois des mêmes groupes professionnels du champ analysé.

Le taux de croissance de l'emploi dans les administrations locales entre 1981 et 1989 se situe entre celui de l'administration fédérale au Québec

et celui de l'administration québécoise. Il est au-dessous de celui de l'ensemble de l'économie québécoise et même au-dessous de celui des administrations publiques au Québec et de la défense. Seule l'administration québécoise enregistre un taux plus faible. Ce sous-secteur s'avère donc peu intéressant pour des débouchés. Il ne saurait en être autrement à l'avenir si les orientations retenues se maintiennent.

tableau 2.17 Le sous-secteur des administrations locales (emplois en milliers):

	1981	1986	1987	1988	1989
administrations locales	63	63	65	65	66
croissance annuelle moyenne					0,4
taux de croissance annuel moyen					0,58%
taille/tous les secteurs	2,3%	2,2%	2,2%	2,2%	2,2%
taille/champ analysé	3,8%	3,5%	3,5%	3,5%	3,4%
taille/adm publ.et défense:	32,3%	32,0%	31,4%	32,7%	31,7%

2.2 La qualité des emplois

Ce n'est pas tout de trouver un emploi. Encore faut-il qu'il soit permanent et de longue durée, bien que de nos jours la permanence et le temps plein ne soient plus nécessairement des conditions toujours recherchées. Néanmoins, examinons les données du recensement de 1986 pour les codes professionnels qui correspondent au profil du champ de l'administration et du commerce, en examinant le taux de chômage, le temps plein ou partiel, et la durée de travail.

tableau: 2.18 Nature du travail selon la durée et la permanence (personnes ayant travaillé en 1985):

	taux de chômage	temps plein ou temps partiel:	temps plein %	Pourcentage de personnes ayant travaillé à temps plein ou partiel selon la durée de travail: nombre de semaines 1-26:	27-48:	49-52:
ensemble de l'économie						
total :	9,3%	3188615	81,2%	21,9%	21,8%	56,3%
1142	8,6%	14510	95,9%	15,7%	18,3%	70,4%
1174	5,1%	8995	94,3%	12,3%	15,6%	74,3%
1179	5,3%	14230	95,2%	13,0%	18,9%	72,3%
2183	5,2%	28530	92,2%	17,5%	15,5%	67,1%
4111	8,1%	140795	80,9%	17,9%	20,9%	61,2%
4113	10,8%	6940	78,2%	25,1%	20,6%	54,3%
4131	8,4%	86845	79,3%	19,8%	18,4%	61,8%
4133	11,6%	77160	48,4%	31,1%	21,7%	47,2%
4135	4,8%	13355	85,7%	13,4%	17,1%	69,5%
4141	9,4%	2035	80,3%	24,3%	17,9%	57,5%
4143	9,1%	22320	85,0%	20,3%	19,0%	60,8%
4161	14,1%	6740	71,9%	31,4%	22,2%	46,4%
4171	12,0%	29585	71,5%	29,6%	21,5%	48,9%
4179	9,9%	2510	83,1%	25,3%	17,3%	57,2%
4191	7,8%	3380	90,1%	11,2%	18,3%	70,7%
4192	5,4%	1150	93,5%	8,3%	12,2%	80,0%
4193	7,8%	6415	78,9%	17,1%	22,2%	60,6%
4197	10,1%	53235	83,5%	22,1%	18,3%	59,6%
5131	4,6%	3335	93,4%	9,7%	15,9%	74,4%
5133	4,8%	22915	93,8%	9,5%	16,0%	74,5%
5135	9,8%	156155	64,4%	27,2%	19,9%	52,9%
5171	3,7%	16430	93,2%	9,9%	18,5%	71,5%
5172	3,0%	9375	85,8%	16,0%	24,4%	59,7%
5199	12,9%	3000	60,2%	38,0%	16,7%	45,5%
6120	6,0%	10910	87,0%	14,0%	20,8%	65,2%
6144	15,8%	1035	64,3%	75,8%	13,0%	11,1%
8296	15,5%	345	89,9%	13,0%	7,2%	50,7%
champ analysé	8,7%	742230	80,1%	21,9%	21,3%	56,8%

N.B. Le temps plein et le temps partiel font référence au nombre d'heures de travail par semaine et non pas au nombre de semaines de travail durant une année.

En observant le tableau ci-dessus, on constate que dans les groupes professionnels où peuvent se diriger les diplômés du champ de l'administration et du commerce, le taux de chômage est inférieur à celui de l'ensemble des professions, soit 8,7 p. cent comparativement à 9,3 p. cent.

Les groupes professionnels qui ont un taux de chômage plus élevé que la moyenne de l'ensemble des groupes professionnels de l'économie québécoise sont: 6144, 8296, 4161, 5199, 4171, 4133, 4113, 4197, 4179, 5135, et 4141.

Les personnes qui travaillent à temps plein sont proportionnellement moins nombreuses dans les groupes professionnels où se dirigent les diplômés du champ de l'administration et du commerce, que dans l'ensemble des groupes professionnels, soit 80,1 p. cent comparativement à 81,2 p. cent. Autrement dit, il y a un pourcentage plus élevé de personnes qui travaillent à temps partiel dans le champ de l'administration et du commerce, soit 19,9 p. cent dont la semaine de travail comporte un nombre d'heures insuffisant pour qu'on considère que ces personnes travaillent à temps plein.

Parmi les groupes professionnels où on ne travaille pas autant à temps plein, que dans l'ensemble des groupes professionnels, il y a : 4133, 5199, 5135, 4161, 4113, 4193, 4131, 4141, et 4111.

Parmi les personnes qui travaillent à temps plein et à temps partiel, si on analyse la durée de travail à partir du nombre de semaines de travail annuel, on constate que les personnes qui n'ont travaillé que de 1 à 26 semaines à temps plein ou à temps partiel sont proportionnellement aussi nombreuses dans les groupes professionnels où se dirigent les diplômés du champ de l'administration et du commerce que dans l'ensemble des groupes professionnels.

Les groupes professionnels où l'on ne travaille que de 1 à 26 semaines, dans une proportion plus grande que pour l'ensemble des groupes professionnels, il y a: 6144, 5199, 4161, 4133, 4171, 5135, 4179, 4113, 4141, et 4197.

Parmi les groupes du champ de l'administration et du commerce le pourcentage des personnes ayant travaillé de 27 à 48 semaines au cours de l'année, est relativement plus faible que dans l'ensemble des professions. Par contre, les personnes qui travaillent entre 49 et 52 semaines au cours d'une année sont proportionnellement plus nombreuses dans les groupes professionnels où se dirigent les diplômés du champ de l'administration et du commerce que l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise.

Parmi les groupes professionnels du champ de l'administration et du commerce où l'on travaille 49 semaines et plus dans une proportion plus grande que dans l'ensemble de l'économie québésoise, il y a : 4192, 5133, 1174, 1179, 5171, 4191, 1142, 4135, 2183, 6120, 4131, 4111, 4143, 4193, 5172, 4197, 4141, et 4179.

Ce que l'on doit retenir de ce chapitre, c'est que les diplômés du champ de l'administration et du commerce se retrouvent généralement dans des secteurs à croissance plus élevée que la croissance de l'économie

québécoise. On doit aussi retenir que des sous-secteurs comme le commerce de gros, les agences d'assurance et agences immobilières, les assurances, et les services aux entreprises sont des sous-secteurs qui ont performé, et qu'à l'exception des agences d'assurance, ils devraient connaître de bonnes perspectives d'emplois. Il en va de même pour le commerce de détail qui se comporte un peu moins bien. Il en va tout autrement des sous-secteurs des finances et de l'enseignement, et de ceux des administrations publiques.

Maintenant que nous avons cerné l'état du marché de l'emploi dans le champ de l'administration et du commerce, allons voir au chapitre 3 ce qu'il advient des diplômés des établissements d'enseignement en ce qui a trait au placement et à la correspondance entre la formation et l'emploi occupé.

CHAPITRE 3

Les services de formation et l'insertion dans le marché du travail

Le système d'éducation québécois offre, aux jeunes des établissements scolaires des trois ordres d'enseignement, des programmes de formation préparant les futurs diplômés à exercer des fonctions de travail de complexité variable dans les différents secteurs de l'activité économique du Québec.

Au secondaire, les programmes de formation préparent des travailleurs spécialisés dans vingt-trois secteurs différents. Ces derniers pourront accéder à des emplois dans des domaines aussi variés que Secrétariat et commerce, Restauration, Equipement motorisé, Génie et mines, Santé et services sociaux.

Les programmes du collégial, de leur côté, préparent des techniciens aptes à exercer des tâches davantage orientées vers la planification, la coordination et l'administration des activités des entreprises, la vérification de la qualité des biens et services offerts à la population ou encore l'interprétation et l'application des normes et directives encadrant les activités des entreprises ou des établissements auxquels ils appartiennent.

Enfin, les universités forment des professionnels appelés à exercer des fonctions plus complexes dans les domaines de l'Administration, de la Recherche et du Développement, de la Santé et des Services sociaux, du Génie, et des Services à la communauté.

Pour réaliser la présente étude, nous avons assemblé et analysé de nombreuses données, dont celles des enquêtes de RELANCE du ministère de l'Education et des Etudes prévisionnelles et structurelles du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. A partir de ces données, nous avons évalué la pertinence et la rentabilité des services de formation offerts, au secondaire et au collégial, en mesurant les problèmes de transition entre l'école et le marché du travail. Les paramètres retenus pour établir un jugement sur chacun des programmes ont été, en priorité, l'état du placement, la correspondance entre la formation et l'emploi dans le cas des diplômés qui travaillent à temps plein et les tendances du marché du travail à court et à long terme.

Les tableaux-synthèses du présent chapitre fournissent, pour chaque catégorie de programmes, des indications permettant de mieux connaître le sort des diplômés de chacun des programmes de formation actuellement offerts. Cette évaluation couvre les quatres dernières années des enquêtes de RELANCE. Chaque programme est d'abord évalué au moyen de cotes, en fonction du placement et de la pertinence de la formation pour l'emploi occupé. Ce qui permet une perception rapide et globale de l'adéquation entre la formation et l'emploi (tableaux 2.1 et 2.4).

En second lieu, nous avons déterminé les liens qui nous semblaient exister entre le nombre d'établissements offrant le programme dans chaque région et le taux de placement en emploi relié à la formation (tableaux 2.2 et 2.5).

Enfin, nous avons indiqué, pour chaque ordre d'enseignement, les activités principales des entreprises ayant engagé les diplômés de chacun des programmes de formation, que l'emploi offert soit relié ou non à la formation (tableaux 2.3 et 2.6).

Rappelons que les nombreuses données chiffrées ayant servi à l'élaboration du présent chapitre sont consignées de façon exhaustive au dossier de base et sont disponibles sur demande.

Pour mieux interpréter les tableaux 3.1 et 3.4, il est nécessaire de bien se référer à la valeur des cotes utilisées:

A= Très bon	(80 % et +)
B= Bon	(70 % à 79 %)
C= Moyen	(60 % à 69 %)
D= Faible	(40 % à 59 %)
E= Très faible	(39 % et -)
X= Très instable	(difficile à évaluer)

3.1 La situation des diplômés des programmes de l'enseignement secondaire professionnel donnant accès au champ de l'administration et du commerce

Les performances, sur le marché du travail, des diplômés de ces programmes sont, de façon générale, nettement supérieures à celles de l'ensemble des diplômés du secondaire professionnel quant au placement et équivalentes à celles-ci quant à la correspondance entre la formation et l'emploi occupé. En effet, on pourait attribuer la cote B en ce qui a trait au placement et la cote C en ce qui a trait à la correspondance entre la formation et le travail contre les cotes D et C généralement consenties à l'ensemble du secondaire professionnel.

Au secondaire, le champ de l'administration et du commerce est le plus important de tous quant au nombre de diplômés qu'il prépare et quant au nombre de programmes qu'il offre aux jeunes. On comprendra donc l'importance d'analyser la situation qui y a cours en ce qui a trait à la rentabilité en se référant aux paramètres suivants: placement, correspondance entre la formation et le travail, répartition régionale des options et taux de placement et nature des emplois occupés par les diplômés des quatre dernières années couvertes par les enquêtes de RELANCE.

Il faut souligner les cotes très faibles attribuées aux trois programmes de professionnel court qui figurent en tête de liste. La situation des diplômés de ces programmes est précaire, le marché du travail semble incapable d'absorber ce type de main-d'oeuvre. Ou encore, n'en veut-on tout simplement pas.

Toutefois, il faut ajouter qu'avec la disparition du professionnel court, ces programmes ne sont plus offerts aux jeunes, du moins sous cette forme. De plus, la réforme en cours devrait améliorer la situation en retardant d'un an l'accès au secteur professionnel pour toutes les catégories de programmes. De ce fait, les nouveaux diplômés seront mieux armés pour affronter le marché du travail, grâce à une formation plus poussée et à une maturité personnelle accrue.

Le programme Vente et représentation professionnelles n'a pas connu de résultats significatifs jusqu'ici dans le sens qu'il n'attire pas suffisamment de candidats. Les neuf diplômés recensés ont quand même obtenu de bons résultats quant au placement et quant à la correspondance entre la formation et le travail. Comme le marché du travail offre de bonnes perspectives de travail aux diplômés de ce programme qui prépare des représentants et des représentantes de commerce, il y aurait lieu de mieux informer les jeunes à ce sujet afin de les y intéresser.

Les diplômés du programme Agent de commercialisation sont peu nombreux et leur placement est difficile. La nouvelle version du programme Vente et représentation professionnelles pourrait améliorer la situation en assurant une meilleure harmonisation entre la formation et le travail. Il sera donc important de suivre de près l'évolition de ce programme, car la demande pour cette main-d'oeuvre est bonne.

La situation est difficile pour les diplômés des programmes Commis comptable, Commis de bureau et Opérateur en informatique. Et elle continuera de l'être à court et à moyen terme selon les prévisions. A remarquer qu'un fléchissement assez radical du nombre annuel des diplômés n'a pas vraiment eu de répercussions sur le placement et sur la correspondance entre la formation et l'emploi occupé.

Une diminution graduelle du nombre des diplômés du programme Réceptionniste téléphoniste semble avoir eu des effets positifs sur le placement. La situation demeure toutefois assez difficile. Cette profession n'est pas appelée à progresser dans l'immédiat, compte tenu que celle-ci est la première à souffrir des coupures de personnel dans les différentes administrations. Toutefois, les candidats et les candidates vraiment bilingues pourront intégrer facilement le marché du travail.

Tous les programmes préparant des secrétaires et des sténo-dactylos connaissent de bons résultats quant au placement et quant à la correspondance entre la formation et l'emploi occupé. Toutefois, il faudra tenir compte des exigences de plus en plus manifestes des employeurs en ce qui a trait au traitement de texte et à la maîtrise des deux langues. Des pénuries sont actuellement signalées et touchent les personnes répondant à ces nouvelles exigences.

Les diplômés du programme Commis en fiscalité connaissent des résultats moyens. On signale qu'une meilleure maîtrise de l'informatique pourrait grandement améliorer la situation.

Le nouveau programme Agent, agente de bureau a connu jusqu'ici des résultats supérieurs à deux de la moyenne de l'ensemble des programmes du secondaire professionnel en ce qui a trait au placement de ses diplômés et à la correspondance entre la formation et l'emploi occupé. En dépit d'un surplus apparent signalé par le MQPP dans l'ensemble du Québec, on signale, dans trois régions, des pénuries de candidats maîtrisant les connaissances élémentaires de la bureautique.

Tableau 3.1

Enseignement secondaire professionnel
Diplômés de 1985 à 1988 incl.

Programme Titre-code	Emploi correspondant	Placement	Relation formation-emploi	Perspectives c. terme	Perspectives l. terme
Auxiliaire commercial 446-200	Employé, employée de bureau CCDP 4179	D	E	faibles	faibles
Opérateur de perforatrice 447-200	Opérateur, opératrice sur preforatrice de cartes CCDP 4143	X	X	faibles	faibles
Platine manuelle et duplicateur 488-200	Commis au duplicateur CCDP 4141	X	X	faibles	faibles
Vente et représentation professionnelles 449-500	Représentant, représentante de commerce CCDP 5199	X	X	moyennes	bonnes
Agent de commercialisation 452-500	Agent commercial agente commerciale CCDP 5133	D	C	moyennes	bonnes
Commis comptable 453-500	Commis comptable CCDP 4131	D	C	faibles	faibles

Tableau 3.1 (suite)

Enseignement secondaire professionnel
Diplômés 1985-1986-1987-1988

Programme Titre-code	Emploi correspondant	Placement	Relation formation-emploi	Perspectives c. terme	Perspectives l. terme
Commis de bureau 454-500	Commis de bureau CCDP 4197	D	D	faibles	faibles
Opérateur en informatique 456-500	Opérateur, opératrice d'ordinateur CCDP 4143	D	D	faibles	faibles
Réceptionniste téléphoniste 457-500	Réceptionniste téléphoniste CCDP 4171	D	C	faibles	faibles
Secrétaire de service 458-500	Secrétaire CCDP 4111	C	B	faibles	faibles
Secrétaire juridique 459-500	Secrétaire juridique CCDP 4111	B	A	faibles	moyennes
Secrétaire médicale 460-500	Secrétaire médicale CCDP 4111	B	C	faibles	faibles

Tableau 3.1 (suite et fin)

Enseignement secondaire professionnel
Diplômés 1985-1986-1987-1988

Programme Titre-code	Emploi correspondant	Placement	Relation formation-emploi	Perspectives c. terme	Perspectives l. terme
Sténo-dactylo 461-500	Sténo-dactylo CCDP 4111	C	B	faibles	faibles
Secrétaire 462-500	Secrétaire CCDP 4111	B	A	faibles	faibles
Commis en fiscalité 466-500	Commis en fiscalité CCDP 4131	C	C	moyennes	faibles
Commis-vendeur 467-500	Commis-vendeur, commis-vendeuse CCDP 5135	B	A	moyennes	bonnes
Agent, agente de bureau 468-500	Agent, agente de bureau CCDP 4113	B	B	moyennes	faibles

Source: RELANCE au secondaire, 1986-1989, Pierre Michel.

Les perspectives professionnelles au Québec, 1985-1993, MQPP

3.2 **Les effets de la répartition régionale des options sur le taux de placement moyen, dix mois après la fin des études, en emploi à temps plein relié à la formation (enseignement secondaire)**

Des études et analyses similaires effectuées antérieurement, au sujet d'autres secteurs économiques, ont fait ressortir clairement, des données compilées, qu'un nombre restreint d'établissements autorisés à offrir une option, dans une région donnée, se traduit généralement par un meilleur taux de placement des diplômés.

Ceci semble moins évident pour le secteur de l'administration et du commerce, objet de la présente étude. D'abord, les établissements d'enseignement secondaire offrant les programmes reliés à ce secteur sont relativement nombreux sur la territoire québecois. Le nombre d'inscriptions aux programmes est élevé. Mais il semble bien qu'il y a équilibre entre les besoins régionaux de main-d'oeuvre et le nombre de diplômés du secondaire professionnel.

Mis à part les programmes du secondaire court, on peut dire que c'est la région 06.3 (Montréal-centre) qui connaît le meilleur taux moyen de placement de ses diplômés en emploi à temps plein, et relié à la formation.

Tableau 3.2

Enseignement secondaire
Incidence de la répartition régionale des programmes sur le taux de placement moyen, en emploi relié à la formation, de 1985 à 1988 incl.

Programme		Régions administratives scolaires (1)										
		01	02	03	04	05	06.1	06.2	06.3	07	08	09
Auxiliaire commercial	(n)	1	1	9	1	3	9	5	13	5	0	(2) 2
446-200	(%)	11,1	5,8	6,4	6,3	42,1	13,5	13,8	5,2	15,3	-	0,0
Opérateur de perforatrice	(n)	0	0	2	0	0	0	(2) 1	1	0	0	0
447-200	(%)	-	-	40,0	-	-	-	0,0	0,0	-	-	-
Platine manuelle et duplicateur	(n)	0	0	0	0	0	4	(2) 1	2	0	0	0
488-200	(%)	-	-	-	-	-	18,6	0,0	0,0	-	-	-
Vente et représentation professionnelles	(n)	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
449-500	(%)	-	66,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agent de commercialisation	(n)	(2) 2	0	1	1	0	0	1	3	0	2	0
452-500	(%)	25,0	-	12,5	32,3	0,0	-	30,0	0,0	-	38,0	-

Notes explicatives

(n) Nombre d'établissements offrant cette option, par région.
(%) Taux de placement moyen (1985-1988) des diplômés en emploi, à temps plein, relié à la formation.
\- Néant (pas de diplômés).
(1) Voir la délimitation et la dénomination des régions à l'annexe 1.
(2) Données peu valables, à cause du faible nombre de diplômés.

Tableau 3.2 (suite)

Enseignement secondaire
Incidence de la répartition régionale des programmes sur le taux de placement moyen, en emploi relié à la formation, de 1985 à 1988 incl.

Programme		Régions administratives scolaires (1)										
		01	02	03	04	05	06.1	06.2	06.3	07	08	09
Commis comptable 453-500	(n)	3	3	9	4	6	7	9	6	3	2	1
	(%)	9,5	20,6	28,8	20,6	43,3	25,7	17,3	29,6	24,4	0,0	25,0
Commis de bureau 454-500	(n)	0	0	3	1	2	5	15	19	5	1	0
	(%)	-	-	15,5	32,6	0,0	25,7	25,8	15,8	25,6	9,1	-
Opérateur en informatique 456-500	(n)	0	0	5	0	1	2	4	7	2	1	1
	(%)	-	-	19,8	-	17,9	16,2	11,3	17,3	18,5	19,5	4,8
Réceptionniste téléphoniste 457-500	(n)	1	1	2	0	1	2	3	3	2	0	0
	(%)	9,5	50,0	0,0	-	0,0	27,6	50,0	0,0	44,8	-	-
Secrétaire de service 458-500	(n)	7	4	11	3	4	12	15	8	7	2	3
	(%)	9,4	21,2	28,2	25,9	29,2	41,8	40,3	52,7	26,4	54,5	6,6

Notes explicatives

(n) Nombre d'établissements offrant cette option, par région.
(%) Taux de placement moyen (1985-1988) des diplômés en emploi, à temps plein, relié à la formation.
\- Néant (pas de diplômés).
(1) Voir la délimitation et le dénomination des régions à l'annexe 1.
(2) Données peu valables, à cause du faible nombre de diplômés.

Tableau 3.2 (suite)

Enseignement secondaire
Incidence de la répartition régionale des programmes sur le taux de placement moyen, en emploi relié à la formation, de 1985 à 1988 incl.

Programme		Régions administratives scolaires (1)										
		01	02	03	04	05	06.1	06.2	06.3	07	08	09
Secrétaire		(2)										
juridique	(n)	3	0	2	1	0	2	2	3	0	1	1
459-500	(%)	0,0	-	45,4	0,0	-	44,0	56,5	66,6	-	28,6	31,8
Secrétaire médicale	(n)	2	3	3	2	1	2	2	2	3	1	0
460-500	(%)	26,5	11,5	38,6	21,5	24,2	25,0	29,2	48,4	12,5	16,7	-
Sténo-dactylo	(n)	5	1	1	4	4	4	9	10	2	2	1
461-500	(%)	8,0	-	13,8	52,6	-	34,4	34,6	42,5	41,2	20,0	-
Secrétaire	(n)	1	2	6	3	2	3	1	2	0	0	0
462-500	(%)	30,8	26,6	35,7	35,1	-	70,3	68,2	59,7	35,3	-	-
Commis en									(2)			
fiscalité	(n)	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
466-500	(%)	-	-	-	21,6	42,9	39,1	37,1	0,0	-	-	-

Notes explicatives

(n) Nombre d'établissements offrant cette option, par région
(%) Taux de placement moyen (1985-1988) des diplômés en emploi, à temps plein, relié à la formation.
\- Néant (pas de diplômés).
(1) Voir la délimitation et la dénomination des régions à l'annexe 1.
(2) Données peu valables, à cause du faible nombre de diplômés.

Tableau 3.2 (suite et fin)

Enseignement secondaire
Incidence de la répartition régionale des programmes sur le taux de placement moyen, en emploi relié à la formation, de 1985 à 1988 incl.

Programme		Régions administratives scolaires (1)										
		01	02	03	04	05	06.1	06.2	06.3	07	08	09
Commis vendeur 467-5000	(n)	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	(%)	-	37,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agent, agente de bureau 468-500	(n)	8	4	(2) 11	4	8	15	15	13	6	4	0
	(%)	39,7	52,3	0,0	27,1	41,7	47,6	56,3	38,8	63,6	45,5	-

Notes explicatives

(n) Nombre d'établissements offrant cette option, par région.
(%) Taux de placement moyen (1985-1988) des diplômés en emploi, à temps plein, relié à la formation.
\- Néant (pas de diplômés).
(1) Voir la délimitation et la dénomination des régions à l'annexe 1.
(2) Données peu valables, à cause du faible nombre de diplômés.

Source: RELANCE au secondaire, 1986-1989, Pierre Michel.
MEQ, Direction des études sur l'emploi et les carrières.

3.3 Les activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés en administration et commerce du secondaire professionnel

Le tableau suivant indique, pour chaque programme de formation, les activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés du secondaire professionnel. Nous avons limité notre compilation aux quatre activités les plus importantes, au regard de chacun des programmes, quoique, dans certains cas, les diplômés sont répartis dans un nombre impressionnant de catégories d'entreprises.

Le pourcentage figurant sous le titre de l'activité désigne la proportion moyenne des diplômés du programme en question qui ont accédé à un emploi dans ce type d'entreprise, que cet emploi soit relié ou non à la formation reçue ou bien qu'il soit à temps partiel.

L'importance numérique des pourcentages attribués permet, dans une certaine mesure, de déterminer si les diplômés se trouvent concentrés dans un nombre limité de catégories d'entreprises ou s'ils ont dû s'éparpiller dans un plus grand nombre d'entreprises, afin de décrocher des emplois coûte que coûte. Dans ce dernier cas, la relation entre la formation et l'emploi risque d'en être affectée à la baisse.

Tableau 3.3

Enseignement secondaire professionnel
Diplômés de 1985 à 1988 incl.
Activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés
Par ordre décroissant d'importance

Programme Titre-code	1	2	3	4
Auxiliaire commercial 446-200	Commerce de détail 28,2 %	Services personnels 17,3%	Hébergement et restauration 11,4%	Institutions financières 3,9%
Opérateur de perforatrice 447-200	Services fournis aux entreprises 42,8%	Divertissements et loisirs 33,3%	Commerce de détail 20,3%	Autres 3,6%
Platine manuelle et duplicateur 488-200	Industrie des aliments et boissons 29,5%	Industrie du meuble 19,2 %	Transports 16,6%	Fabrication d'équipements de transport 19,2%
Vente et représentation professionnelles 449-500	Commerce de détail 100,00%			
Agent de commercialisation 452-500	Energie électrique gaz et eau 29,4%	Commerce de détail 23,6%	Institutions financières 23,5%	Services personnels 23,5%
Commis comptable 453-500	Commerce de détail 19,6%	Institutions financières 10,6%	Services fournis aux entreprises 7,4%	Hébergement et restauration 5,9%

Tableau 3.3 (suite)

Enseignement secondaire professionnel
Diplômés de 1985 à 1988 incl.
Activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés
Par ordre décroissant d'importance

Programme Titre-code	1	2	3	4
Commis de bureau 454-500	Commerce de détail 27,1%	Institutions financières 16,2%	Services fournis aux entreprises 12,6%	Hébergement et restauration 7,9%
Opérateur en informatique 456-500	Commerce de détail 20,1%	Institutions financières 10,5%	Services fournis aux entreprises 8,6%	Assureurs 5,2%
Réception-niste- télé-phoniste 457-500	Services fournis aux entreprises 18,0%	Commerce de détail 13,7%	Hébergement et restauration 11,5%	Institutions financières 5,4%
Secrétaire de service 458-500	Commerce de détail 18,2%	Services fournis aux entreprises 11,3%	Institutions financières 9,6%	Assureurs 5,5%
Secrétaire juridique 459-500	Services fournis aux entreprises 50,2%	Agences d'assurances et d'affaires immobilières 7,8%	Institutions financières 6,4%	Assureurs 5,5%
Secrétaire médicale 460-500	Services médicaux et sociaux 22,9%	Commerce de détail 15,7%	Services fournis aux entreprises 7,8%	Hébergement et restauration 6,9%

Tableau 3.3 (suite et fin)

Enseignement secondaire professionnel
Diplômés de 1985 à 1988 incl.
Activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés
Par ordre décroissant d'importance

Programme Titre-code	1	2	3	4
Sténo-dactylo 461-500	Services fournis aux entreprises 14,9%	Commerce de détail 13,6%	Assureurs 7,4%	Institutions financières 6,5%
Secrétaire 462-500	Services fournis aux entreprises 14,9%	Institutions financières 13,3%	Commerce de détail 10,0%	Assureurs 6,5%
Commis en fiscalité 466-500	Commerce de détail 18,8%	Services fournis aux entreprises 17,6%	Institutions financières 14,0%	Assureurs 9,7%
Commis-vendeur 467-500	Commerce de détail 76,4%	Industrie des aliments et boissons 16,6%	Services personnels 7,0%	
Agent agente de bureau 468-500	Commerce de détail 24,2%	Hébergement et restauration 14,8%	Institutions financières 12,5%	Commerce de gros 6,1%

Source: RELANCE au secondaire, 1986-1989, Pierre Michel.
MEQ, Direction des études sur l'emploi et les carrières.

3.4 La situation des diplômés des programmes de l'enseignement collégial professionnel donnant accès au champ de l'administration et du commerce.

Dans l'ensemble, les résultats obtenus par les diplômés des programmes de formation de ce secteur particulier sont supérieurs à ceux de la moyenne des diplômés du collégial professionnel. Ceci, autant en ce qui a trait au placement qu'à la correspondance entre la formation reçue et l'emploi occupé. En effet, ils obtiennent la cote B pour le placement et la cote A pour la correspondance entre la formation et le travail. La moyenne de l'ensemble du collégial professionnel obtient la cote C quant au placement et la cote B quant à la correspondance entre la formation et l'emploi occupé.

Tout comme au secondaire, le champ de l'administration et du commerce est le plus important de tous quant au nombre de diplômés qu'il prépare et quant au nombre de programmes qu'il offre. On comprendra donc l'importance d'analyser la situation qui y existe en en ce qui a trait à la rentabilité, en s'appuyant sur les paramètres suivants: placement, correspondance entre la formation et l'emploi occupé, répartition régionale des options et taux de placement, nature des emplois occupés par les diplômés.

Le programme Techniques administratives constitue le tronc commun tous les programmes 410.xx. La poursuite des études étant répandue chez ces diplômés, il ne faut donc pas se méprendre quant à l'interprétation des faibles cotes attribuées au placement et à la correspondance entre la formation et l'emploi occupé.

Les diplômés des programmes Marketing, Finance, Gestion industrielle et Tourisme ont obtenu des résultats comparables à ceux de la moyenne de l'ensemble des diplômés du collégial professionnel en ce qui a trait au placement et à la correspondance entre la formation et le travail. Les perspectives d'emploi, selon le MQPP, sont toutefois faibles à long terme.

Pour les diplômés de tous les autres programmes les résultats sont supérieurs à ceux de la moyenne des diplômés du collégial professionnel. Les perspectives d'emploi, à long terme, sont généralement bonnes, exception faite des programmes suivants: Assurances générales, Archives médicales, Secrétariat et Techniques de bureau. A remarquer que les programmes suivants ont obtenu la cote A autant en ce qui a trait au placement qu'a la correspondance entre la formation et l'emploi occupé. Il s'agit des programmes Archives médicales, Secrétariat et Techniques de bureau.

Dans la majorité des cas, les employeurs de ces diplômés exigent de plus en plus de solides connaissances en bureautique et en informatique. Il faudra alors que l'offre s'ajuste à la demande sur le plan qualitatif.

A remarquer que les programmes Techniques de gestion de bureau et Secrétariat voient le nombre de leurs diplômés chuter et que le programme Techniques de bureau voit le nombre de ses diplômés augmenter de façon assez spectaculaire. Ce nouveau programme est en voie de remplacer les deux précédents dans les orientations prévues de l'enseignement collégial professionnel. Il répond probablement mieux

aux besoins actuels.

Le programme Informatique, de son côté, devra tenir compte des pénuries signalées dans les spécialités suivantes: analyste des problèmes commerciaux, analyste des sciences et d'ingénierie, programmeur d'applications, programmeur au réglage numérique et spécialiste en graphisme automatisé. Des cours mieux adaptés à ces spécialités seraient peut-être souhaitables et les contenus des programmes devraient être ajustés en conséquence.

Tableau 3.4

Enseignement collégial professionnel
Diplômés de 1985 à 1988 incl.

Programme Titre-code	Emploi correspondant	Placement	Relation formation-emploi	Perspectives c. terme	Perspectives l. terme
Techniques administratives 410.00	Technicien, technicienne en administration CCDP 1179	D	D	moyennes	bonnes
Marketing 410.01	Technicien, technicienne de mise en marché CCDP 5131	C	C	moyennes	bonnes
Personnel 410.02	Agent, agente de personnel CCDP 1174	C	D	moyennes	bonnes
Finance 410.03	Technicien financier, technicienne financière CCDP 4135	C	B	moyennes	faibles
Gestion industrielle 410.04	Technicien, technicienne en production CCDP 8296	B	B	moyennes	faibles
Transport 410.07	Expert-conseil, experte-conseil en transport CCDP 1179	A	B	moyennes	bonnes

Tableau 3.4 (suite)

Enseignement collégial professionnel
Diplômés de 1985 à 1988 incl.

Programme Titre-code	Emploi correspondant	Placement	Relation formation-emploi	Perspectives c. terme	Perspectives l. terme
Administration générale 410.11	Technicien, technicienne en administration CCDP 1179	B	C	moyennes	bonnes
Assurances générales 410.15	Technicien, technicienne spécialiste en assurances CCDP 4135	B	A	moyennes	faibles
Archives médicales 411.00	Archiviste médical, archiviste médicale CCDP 4161	A	A	moyennes	faibles
Techniques de gestion de bureau 412.00	Technicien, technicienne en administration CCDP 1179	B	A	moyennes	bonnes
Secrétariat 412.01	Secrétaire CCDP 4111	A	A	moyennes	faibles
Techniques de bureau 412.02	Agent, agente de bureau CCDP 4197	A	A	moyennes	faibles

Tableau 3.4 (suite et fin)

Enseignement collégial professionnel
Diplômés de 1985 à 1988 incl.

Programme Titre-code	Emploi correspondant	Placement	Relation formation-emploi	Perspectives c. terme	Perspectives l. terme
Administration et coopération 413.01	Technicien, technicienne en administration CCDP 1179	B	A	moyennes	bonnes
Tourisme 414.00	Technicien, technicienne en tourisme CCDP 6144	C	B	moyennes	faibles
Informatique 420.00	Programmeur-analyste, programmeuse-analyste CCDP 2183	B	A	moyennes	bonnes
Techniques de gestion hôtelière 430.01	Gérant, gérante d'hôtels et de restaurants CCDP 6120	B	A	moyennes	bonnes
Techniques de gestion des services alimentaires 430.02	Directeur, directrice de la restauration CCDP 1142	C	A	moyennes	bonnes

Source: RELANCE au collégial, 1986-1989, Pierre Michel.
MEQ, Direction des études sur l'emploi et les carrières.

Les perspectives professionnelles au Québec, 1985-1993 MQPP

3.5 <u>Les effets de la répartition régionale des options sur le taux moyen de placement, dix mois après la fin des études, en emploi à temps plein, relié à la formation (enseignement collégial)</u>

Au collégial, comme au secondaire, de nombreux établissements offrent des programmes de formation en techniques administratives et commerciales. Toutefois, il semble y avoir équilibre entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre. Le taux de placement peut paraître bas dans certains cas, mais il faut tenir compte que ce taux est calculé en fonction d'emplois à temps plein et relié à la formation reçue.

La lecture du tableau suivant nous confirme qu'il n'y a pas encombrement du marché du travail à cause d'un trop grand nombre d'établissements préparant des diplômés dans une région donnée. Le taux de placement peut donc être qualifié de bon. C'est particulièrement le cas des deux programmes suivants: <u>Secrétariat et Techniques de bureau.</u>

Tableau 3.5

Enseignement collégial
Incidence de la répartition régionale des options sur le taux de placement moyen, en emploi relié à la formation, de 1985 à 1988 incl.

Programme		Régions administratives scolaires (1)										
		01	02	03	04	05	06.1	06.2	06.3	07	08	09
Techniques administratives	(n)	3	4	7	4	2	4	7	10	1	1	2
410.00	(%)	15,0	12,5	10,5	28,9	12,6	13,7	17,1	35,8	8,6	14,8	-
Marketing	(n)	1	2	2	1	2	3	3	10	0	1	0
410.01	(%)	35,9	36,0	41,4	38,7	18,9	33,2	35,1	33,8	-	20,9	-
Personnel	(n)	0	1	1	1	2	0	(2) 0	2	0	0	0
410.02	(%)	-	9,5	23,3	-	22,7	-	0,0	22,6	-	-	-
Finance	(n)	3	4	7	4	2	3	7	10	1	1	1
410.03	(%)	15,0	12,5	10,5	28,9	12,6	13,7	17,1	35,8	8,6	14,8	-
Gestion industrielle	(n)	0	0	1	0	0	(2) 0	(2) 0	3	0	0	0
410.04	(%)	-	-	54,2	-	-	0,0	0,0	46,3	-	-	-

Notes explicatives

(n) Nombre d'établissements offrant cette option, par région.
(%) Taux de placement moyen (1985-1988) des diplômés en emploi, à temps plein, relié à la formation.
\- Néant (pas de diplômés).
(1) Voir la délimitation et la dénomination des régions à l'annexe 1.
(2) Données peu valables, à cause du faible nombre de diplômés.

Tableau 3.5 (suite)

Enseignement collégial
Incidence de la répartition régionale des options sur le taux de placement moyen, en emploi relié à la formation, de 1985 à 1988 incl.

Programme		Régions administratives scolaires (1)										
		01	02	03	04	05	06.1	06.2	06.3	07	08	09
Transport	(n)	(2) 0	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0
410.07	(%)	99,9	-	55,6	-	-	45,1	-	45,7	-	-	-
Administration générale	(n)	1	3	6	2	0	2	1	4	1	0	0
410.11	(%)	16,7	47,7	39,8	54,4	-	43,4	40,9	35,1	48,0	-	-
Assurances générales	(n)	0	0	1	0	0	0	(2) 0	1	0	0	0
410.15	(%)	-	-	66,8	-	-	-	0,0	50,5	-	-	-
Archives médicales	(n)	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
411.00	(%)	-	-	-	-	-	-	-	83,9	-	-	-
Techniques de gestion de bureau	(n)	3	2	7	4	1	(2) 4	5	10	2 1	1	1
412.00	(%)	-	-	78,4	-	-	0,0	-	71,9	99,9	-	-

Notes explicatives

(n) Nombre d'établissements offrant cette option, par région.
(%) Taux de placement moyen (1985-1988) des diplômés en emploi, à temps plein, relié à la formation.
\- Néant (pas de diplômés).
(1) Voir la délimitation et la dénomination des régions à l'annexe 1.
(2) Données peu valables, à cause du faible nombre de diplômés.

Tableau 3.5 (suite)

Enseignement collégial
Incidence de la répartition régionale des options sur le taux de placement moyen, en emploi relié à la formation, de 1985 à 1988 incl.

Programme		Régions administratives scolaires (1)										
		01	02	03	04	05	06.1	06.2	06.3	07	08	09
Secrétariat							(2)				(2)	
Secrétariat	(n)	3	2	6	4	1	4	5	9	1	1	2
412.01	(%)	53,1	47,0	73,5	58,8	72,1	99,9	84,0	82,6	99,9	0,0	57,7
Techniques de bureau	(n)	3	2	6	4	1	4	5	9	1	1	2
412.02	(%)	44,0	73,8	70,2	70,5	99,9	65,0	60,5	66,2	63,6	77,8	67,5
Administration et coopération	(n)	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
413.01	(%)	-	-	47,7	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	(n)	1	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0
414.00	(%)	37,2	-	36,4	-	-	-	16,5	59,8	-	-	-

Notes explicatives

(n) Nombre d'établissements offrant cette option, par région.
(%) Taux de placement moyen (1985-1988) des diplômés en emploi, à temps plein, relié à la formation.
\- Néant (pas de diplômés).
(1) Voir la délimitation et la dénomination des régions à l'annexe 1.
(2) Données peu valables, à cause du faible nombre de diplômés.

Tableau 3.5 (suite et fin)

Enseignement collégial
Incidence de la répartition régionale des options sur le taux de placement moyen, en emploi relié à la formation, de 1985 à 1988 incl.

Programme		Régions administratives scolaires (1)										
		01	02	03	04	05	06.1	06.2	06.3	07	08	09
Informatique	(n)	3	4	7	4	1	4	6	10	1	1	1
412.02	(%)	33,6	45,6	63,9	44,3	34,8	50,5	51,9	45,3	33,3	49,5	42,6
Techniques de gestion hôtelière	(n)	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
430.01	(5)	-	-	-	-	-	-	-	60,3	-	-	-
Techniques de gestion des services alimentaires	(n)	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
430.02	(%)	-	-	-	-	-	-	-	65,2	-	-	-

Notes explicatives

(n) Nombre d'établissements offrant cette option, par région.
(%) Taux de placement moyen (1985-1988) des diplômés en emploi, à temps plein, relié à la formation.
\- Néant (pas de diplômés).
(1) Voir la délimitation et la dénomination des régions à l'annexe 1.
(2) Données peu valables, à cause du faible nombre de diplômés.

Source: RELANCE au collégial, 1986-1989, Pierre Michel.
MEQ, Direction des études sur l'emploi et les carrières

3.6 **Les activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés en techniques administratives et commerciales du collégial professionnel**

Le tableau 2.6 indique, pour chaque programme de formation, les activités des entreprises ayant eengagé des diplômés du collégial professionnel. Nous avons limité notre compilation aux quatre activités les plus importantes, au regard de chacun des programmes, quoique, dans certains cas, les diplômés sont répartis dans un nombre impressionnant de catégories d'entreprises.

Tout comme nous l'avons déjà mentionné, lorsque nous traitions du secondaire, le pourcentage figurant sous le titre de l'activité désigne la proportion moyenne des diplômés du programme en question qui ont accédé à un emploi dans ce type d'entreprise, que cet emploi soit relié ou non à la formation reçue, ou bien qu'il soit à temps partiel.

L'importance numérique des pourcentages attribués permet, dans une certaine mesure, de déterminer si les diplômés sont concentrés dans un nombre restreint de catégories d'entreprises ou s'ils ont dû s'éparpiller dans un nombre plus grand d'entreprises, afin de décrocher des emplois coûte que coûte. Dans ce dernier cas, la relation entre la formation et l'emploi risque d'être affectée à la baisse.

Tableau 3.6

Enseignement collégial professionnel
Diplômés de 1985 à 1988 incl.
Activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés
Par ordre décroissant d'importance

Programme Titre-code	1	2	3	4
Techniques administratives 410,00	Commerce de détail 23,3%	Institutions financières 13,1%	Services fournis aux entreprises 7,2%	Agences d'assurances et d'affaires immobilières 5,8%
Marketing 410.01	Commerce de détail 36,6%	Services fournis aux entreprises 8,5%	Intitutions financières 6,8%	Assureurs 5,1%
Personnel 410.02	Commerce de détail 26,8%	Services médicaux et sociaux 10,6%	Assureurs 10,0%	Institutions financières 9,7%
Finance 410.03	Services fournis aux entreprises 20,5%	Commerce de détail 19,2%	Institutions financières 12,8%	Fonction publique provinciale 3,3%
Gestion industrielle 410.04	Industrie des aliments et boissons 16,7%	Fabrication d'équipements de transport 8,3%	Industrie du bois 7,1%	Commerce de détail 4,2%
Transport 410.07	Transport 59,7%	Commerce de détail 5,7%	Entreposage 3,7%	Fonction publique fédérale 3,6%

Tableau 3.6 (suite)

Enseignement collégial professionnel
Diplômés de 1985 à 1988 incl.
Activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés
Par ordre décroissant d'importance

Programme Titre-code	1	2	3	4
Administration générale 410.11	Commerce de détail 26,6%	Institutions financières 14,8%	Services fournis aux entreprises 10,9%	Hébergement et restauration 6,0%
Assurances générales 410.15	Assureurs 72,1%	Agences d'assurances et d'affaires immobilières 18,0%	Commerce de détail 5,8%	Industrie des aliments et boissons 0,9%
Archives médicales 411.00	Services médicaux et sociaux 97,5%	Agences d'assurances et d'affaires immobilières 1,3%	Commerce de détail 1,2%	
Techniques de gestion de bureau 412.00	Services fournis aux entreprises 28,6%	Institutions financières 13,5%	Commerce de détail 8,0%	Industrie du papier et activités connexes 3,6%
Secrétariat 412.01	Services fournis aux entreprises 45,3%	Commerce de détail 10,6%	Institutions financières 7,8%	Fonction publique provinciale 7,1%
Techniques de bureau 412.02	Services fournis aux entreprises 12,4%	Institutions financières 10,4%	Commerce de détail 8,2%	Assureurs 5,2%

Tableau 3.6 (suite et fin)

Enseignement collégial professionnel
Diplômés de 1985 à 1988 incl.
Activités principales des entreprises ayant engagé des diplômés
Par ordre décroissant d'importance

Programme Titre-code	1	2	3	4
Administration et coopération 413.01	Institutions financières 66,6%	Services fournis aux entreprises 5,0%	Commerce de détail 4,6%	Transport 4,0%
Tourisme 414.00	Hébergement et restauration 19,7%	Commerce de détail 17,0%	Transport 7,3%	Fonction publique provinciale 5,2%
Informatique 420.00	Services fournis aux entreprises 25,0%	Commerce de détail 10,2%	Fonction publique provinciale 7,7%	Institutions financières 5,6%
Techniques de gestion hôtelière 430.01	Hébergement et restauration 87,7%	Commerce de détail 3,7%	Commerce de gros 2,4%	Transport 1,5%
Techniques de gestion des services alimentaires 430.02	Hébergement et restauration 79,1%	Services médicaux et sociaux 5,0%	Entrepreneurs spécialisés 5,0%	Commerce de détail 3,5%

Source: RELANCE au collégial, 1986-1989, Pierre Michel.
MEQ, Direction des études sur l'emploi et les carrières.

CONCLUSION

A bien des égards, le champ de l'administration et du commerce revêt une importance particulière. En effet, selon les dernières données disponibles, on y dénombre 62,7 p. cent des emplois occupés au Québec. La rémunération totale des salariés de ce domaine d'activité représente 59,5 p. cent de la masse salariale. En 1988, ce champ générait 58,5 p. cent de la production intérieure brute (PIB) du Québec. L'écart entre le pourcentage du nombre d'emplois et celui de la masse salariale, nous indique que ce champ fournit des débouchés globalement moins rémunérateurs que ceux d'autres secteurs de l'économie.

Ce champ fait également l'objet d'une préoccupation particulière au sein du système d'éducation, car c'est vers le domaine de l'administration et du commerce que le tiers des diplômés de l'enseignement professionnel secondaire et collégial se dirigent pour décrocher un emploi correspondant à leur formation. C'est également un domaine d'activité où les tâches connaissent des transformations assez importantes en raison des exigences de plus en plus nombreuses du marché du travail en ce qui a trait aux méthodes et aux technologies nouvelles.

Toutefois, il semble, bien selon les enquêtes menées par le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu auprès des employeurs, que l'harmonisation entre la formation donnée et les besoins du marché du travail se fait assez difficilement. On déplore, entre autres, l'insuffisance de formation en traitement de texte, en micro-informatique et en langue seconde. L'implantation de nouveaux programmes et la révision du contenu de ceux déjà existants devrait corriger ces lacunes. Du moins, pouvons-nous l'espérer.

Autant au secondaire qu'au collégial, les diplômés de ce champ connaissent une situation meilleure que celle des diplômés des autres secteurs en ce qui a trait au placement et à la correspondance entre la formation et l'emploi occupé.

Remarques concernant les diplômés du secondaire

Les diplômés du programme Vente et représentation professionnelles sont peu nombreux. Comme le marché du travail offre de bonnes perspectives d'emploi aux représentants et représentantes de commerce, il y aurait lieu de bien informer les jeunes de l'existence de ce programme et des débouchés qu'il offre.

La situation est difficile pour les diplômés des programmes suivants: Commis comptable et commis de bureau quoique des pénuries sont à signaler chez les candidats ayant de bonnes connaissances en micro-informatique. Ces deux professions représentent à elles seules le tiers du personnel administratif.

Une diminution annuelle du nombre des diplômés du programme Réceptionniste-téléphoniste s'est traduite par un meilleur placement. La demande demeure toutefois faible pour cette main-d'oeuvre quoique certaines pénuries sont signalées en ce qui concerne les personnes vraiment bilingues.

En dépit d'une forte diminution annuelle du nombre des diplômés, le programme Opérateur en informatique n'offre guère de débouchés à ses diplômés. Il y a surplus généralisé de cette main-d'oeuvre.

Tous les programmes préparant des secrétaires et des sténodactylos affichent de bons résultats quant au placement et quant à la correspondance entre la formation et l'emploi occupé. On déplore toutefois un manque de maîtrise des deux langues et une faiblesse en traitement de texte. Il faut espérer que les nouveaux programmesa uront pour effet de corriber ces lacunes.

Remarques concernant les diplômés du collégial

Le nouveau programme Techniques de bureau a d'excellents résultatst en ce qui a trait à l'intégration de ses diplômés au marché du travail. Leur nombre a fortement augmenté depuis son implantation. Il faudra tenir compte de ce fait, car les prévisions sont faibles pour cette main-d'oeuvre.

Dans l'ensemble, tous les programmes du collégial en administration et commerce affichent de bons résultats en ce qui a trait à la transition entre l'école et le travail des diplômés. Les perspectives d'emploi sont généralement bonnes à long terme à l'exception toutefois des professions suivantes: Technicien financier, technicien en production, technicien en assurances, archiviste médical, secrétaire, agent de bureau et technicien en tourisme.

Il serait opportun, enfin, d'informer les diplômés en administration et commerce de l'état de stagnation de l'emploi dans les différentes administrations publiques. Stagnation due aux compressions budgétaires effectuées depuis quelques années et qui ne devrait pas se corriger de sitôt avec les mesures draconiennes adoptées de toutes parts afin de réduire le déficit canadien et celui du Québec. Les jeunes diplômés auraient avantage à se diriger vers d'autres domaines d'activité afin de décrocher des emplois correspondant à leur formation dans des délais acceptables. Autrement, les files d'attente risquent d'être longues et les résultats obtenus décevants.

ANNEXE 1

Produit intérieur brut du Québec au coût des facteurs:
(milliards de dollars)

données brutes:	1984	1985	1986	1987	1988
commerce	9,725	10,723	11,777	13,049	14,367
fin., ass. et immeubles	14,472	15,975	17,366	19,294	21,658
admn publ. et défense	6,832	7,108	7,397	7,925	8,171
services	21,847	23,835	25,491	27,792	29,823
total: secteur analysé	52,876	57,641	62,031	68,06	74,019
tx de croiss. ann.moyen					8,77%
champ analysé/total du Québec	58,8%	59,7%	59,3%	58,7%	58,4%
ensemble de l'économie	89,972	96,493	104,52	115,870	126,832
taux de croissance annuel moyen					8,96%

	1984	1985	1986	1987	1988
Indice des prix (IPC)	122,3	127,2	132,4	138,2	143,8

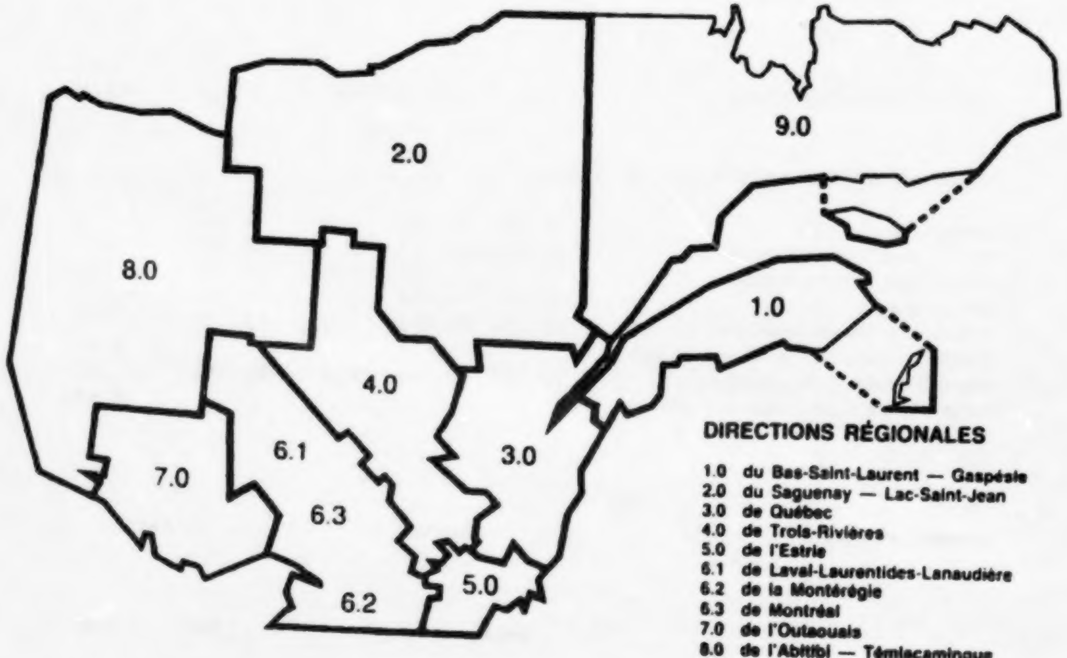
données réelles en dollars de 1981:

	1984	1985	1986	1987	1988
commerce	7,952	8,430	8,895	9,442	9,991
fin., ass. et immeubles	11,833	12,559	13,116	13,961	15,061
admn publ. et défense	5,586	5,588	5,587	5,734	5,682
services	17,863	18,738	19,253	20,110	20,739
total du champ analysé	43,235	45,315	46,851	49,247	51,474
taux de croiss. annuel moyen					4,46%
ensemble de l'économie	73,567	75,859	78,943	83,842	88,200
taux de croiss. annuel moyen					4,64%

rémunération:	brute: 1984	brute: 1988	réelle: 1984	réelle: 1988
champ analysé	34,303	46,697	28,048	32,474
taux de croiss. annuel moyen		8,02%		3,73%
ensemble de l'économie	57,889	78,473	47,334	54,571
taux de croiss. annuel moyen		7,90%		3,62%
champ analysé/total	59,26%	59,51%		

ANNEXE 2

Régions administratives scolaires



DIRECTIONS RÉGIONALES

1.0 du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie
2.0 du Saguenay — Lac-Saint-Jean
3.0 de Québec
4.0 de Trois-Rivières
5.0 de l'Estrie
6.1 de Laval-Laurentides-Lanaudière
6.2 de la Montérégie
6.3 de Montréal
7.0 de l'Outaouais
8.0 de l'Abitibi — Témiscamingue
9.0 de la Côte-Nord

ANNEXE 3

Définition des codes professionnels CCDP à 4 chiffres (groupes de base)

1142	Directeurs et chefs du personnel spécialisé dans les services
1174	Agents du personnel, agents de placement et travailleurs assimilés
1179	Cadres administratifs et travailleurs assimilés, n.c.a.
2183	Analystes et programmeurs en informatique et travailleurs assimilés
4111	Secrétaires et sténographes
4113	Dactylographes et commis-dactylographes
4131	Teneurs de livres et commis en comptabilité
4133	Caissiers
4135	Commis d'assurances, de banques et d'autres établissements financiers
4141	Opérateurs sur machines de bureau
4143	Opérateurs sur matériel mécanographique électronique
4161	Commis de bibliothèque et classeurs-archivistes
4171	Réceptionnistes et hôtesses d'accueil
4179	Réceptionnistes, hôtesses d'accueil, facteurs et messagers, n.c.a.
4191	Agents de recouvrement
4192	Estimateurs d'assurances
4193	Agents de voyages, vendeurs de billets, commis de gare et commis aux marchandises
4197	Employé de bureau
5131	Vendeurs-techniciens et conseillers apparentés
5133	Voyageurs de commerce
5135	Vendeurs et commis vendeurs de biens de consommation, n.c.a.
5171	Courtiers et agents d'assurances
5172	Agents immobiliers
5199	Autres travailleurs spécialisés dans la vente, n.c.a.
6120	Surveillants des travailleurs spécialisés dans la préparation des aliments et boissons et services connexes
6144	Guides
8296	Contrôleurs, vérificateurs, trieurs et échantillonneurs des industries de transformation, n.c.a.

BIBLIOGRAPHIE

CANADA, Classification canadienne descriptive des professions (CCDP), Emploi et Immigration Canada, Systèmes nationaux d'analyse et de classification des professions.

CANADA, L'économie du Québec 1987, Planification et analyse, Anal statistique, ministère de l'Expansion industrielle régionale, juin 1988.

ETATS-UNIS, Occupation Outlook Handbook, U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics.

QUEBEC, Cahiers de l'enseignement collégial 1987-1988 1988-1989, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement collégial.

QUEBEC, Circuit collégial 1987-1988 1983-1989, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement collégial.

QUEBEC, Classification des activités économiques du Québec, Bureau de la statistique du Québec, Direction de la consultation et des méthodes, Division de la normalisation, mai 1984.

QUEBEC, Distribution générale des enseignements professionnels d'ordre secondaire 1983-1984, 1984-1985, 1985-1986, 1987-1988, ministère de l'Education, Direction générale des programmes.

QUEBEC, L'emploi et les carrières à l'aube des années 90, ministère de l'Education, Direction générale de la recherche et du développement, novembre 1987.

QUEBEC, Fiches sur le marché du travail (REPERES), ministère de l'Education, Direction générale de la recherche et du développement.

QUEBEC, Les perspectives professionnelles au Québec, 1985 à 1993, ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Direction de la recherche, juin 1987.

QUEBEC, Relance au collégial 1986-1987-1988-1989, ministère de l'Education, Direction générale de la recherche et du développement.

QUEBEC, Relance au secondaire 1986-1987-1988-1989, ministère de l'Education, Direction générale de la recherche et du développement.

QUEBEC, Surplus et pénuries de main-d'oeuvre prévus au Québec et dans ses régions pour 1990, ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Direction de la recherche.

CANADA, Recensement 1986, personnes occupées par CCDP et par secteur, Statistiques-Canada.

QUEBEC, Comptes économiques des revenus et dépenses, 1989, Bureau de la Statistique du Québec.

CANADA, Population active, Emploi selon la branche d'activité, moyennes annuelles, Québec 1988 et 1989, Statistiques-Canada (SC-71-001).

CANADA, Statistiques sur le commerce de gros, marchands de gros, agents et courtiers, Statistiques-Canada (SC-63-226), annuel, 1986.

QUEBEC, Le secteur manufacturier et le commerce au Québec en 1988, perspectives 1989 selon les données de Statistiques-Canada, ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, Direction des analyses économiques et des relations internationales.

CANADA, Commerce de gros, Statistiques-Canada (SC-63-008).

QUEBEC, Rapport annuel 1988 sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne et de crédit, Inspecteur général des institutions financières.

QUEBEC, Statistiques financières. Revue sur l'activité des institutions de dépôts du Québec, 1984-1988, 1989, Bureau de la statistique du Québec.

QUEBEC, Rapport sur l'état des affaires des assureurs ayant exercé au Québec en 1988, Inspecteur général des institutions financières.

BERNARD Paul, Courtier d'assurance, la pierre angulaire de la distribution, Regards, octobre 1989.

BELTON Edward, Rationalisation du marché de l'assurance, Regards, décembre 1989.

QUEBEC, Statistiques de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire, septembre 1989, ministère de l'Education, Direction générale de la recherche et du développement.

QUEBEC, Données statistiques sur la population étudiante des universités québécoises, mars 1989, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

QUEBEC, Etat des recettes et des dépenses: fonds d'administration, ministère des Affaires municipales, Direction de la recherche et des politiques.

QUEBEC, Rapports annuels, 1984-1985 à 1987-1988, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

QUEBEC, Statistiques et indicateurs: regard sur le collégial, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

CANADA, Recensement Canada 1986, dimensions, tendances au niveau de l'industrie, 1951-1986, Statistiques-Canada (SC-93-152).

CANADA, Enquête sur l'emploi, le rémunération et les heures de travail, Statistiques-Canada (SC-72-002).

QUEBEC, Portrait statistique de l'effectif régulier de la fonction publique, Office des ressources humaines, deuxième trimestre 1989.

CANADA, Recensement 1986: profession, personne ayant travaillé depuis le premier janvier 1985 selon la profession et selon le nombre de semaines à temps plein, Statistiques-Canada (SC-93-112).

CANADA, Commerce de détail, Statistiques-Canada (SC-63-005).

CANADA, Perspectives nationales du marché de l'habitation 1989, Société centrale d'hypothèques et de logements.

CANADA, Perspectives de l'économie et du marché du travail, région de Québec, 1987 à 1990, Commission de l'emploi et de l'immigration.

QUEBEC, Logiciel CARRIERE 2.0, Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Direction de la recherche, février 1990.

Ministère
de l'Education